

metrobasel

report 2025

MONDE EN ÉBULLITION

GUERRES - BARRIÈRES DOUANIÈRES - POLARISATION
et leurs répercussions sur la région



BEF et événement estival metrobasel • Les tensions géopolitiques
et leurs conséquences • Les atouts de la Suisse et de la région
• Conditions-cadres pour l'économie • Politique de sécurité •
Tourisme et grandes manifestations • Utilisation de l'IA



**Es dauert rund
5'000 Tage, bis ein
neues Medikament
entwickelt ist.**

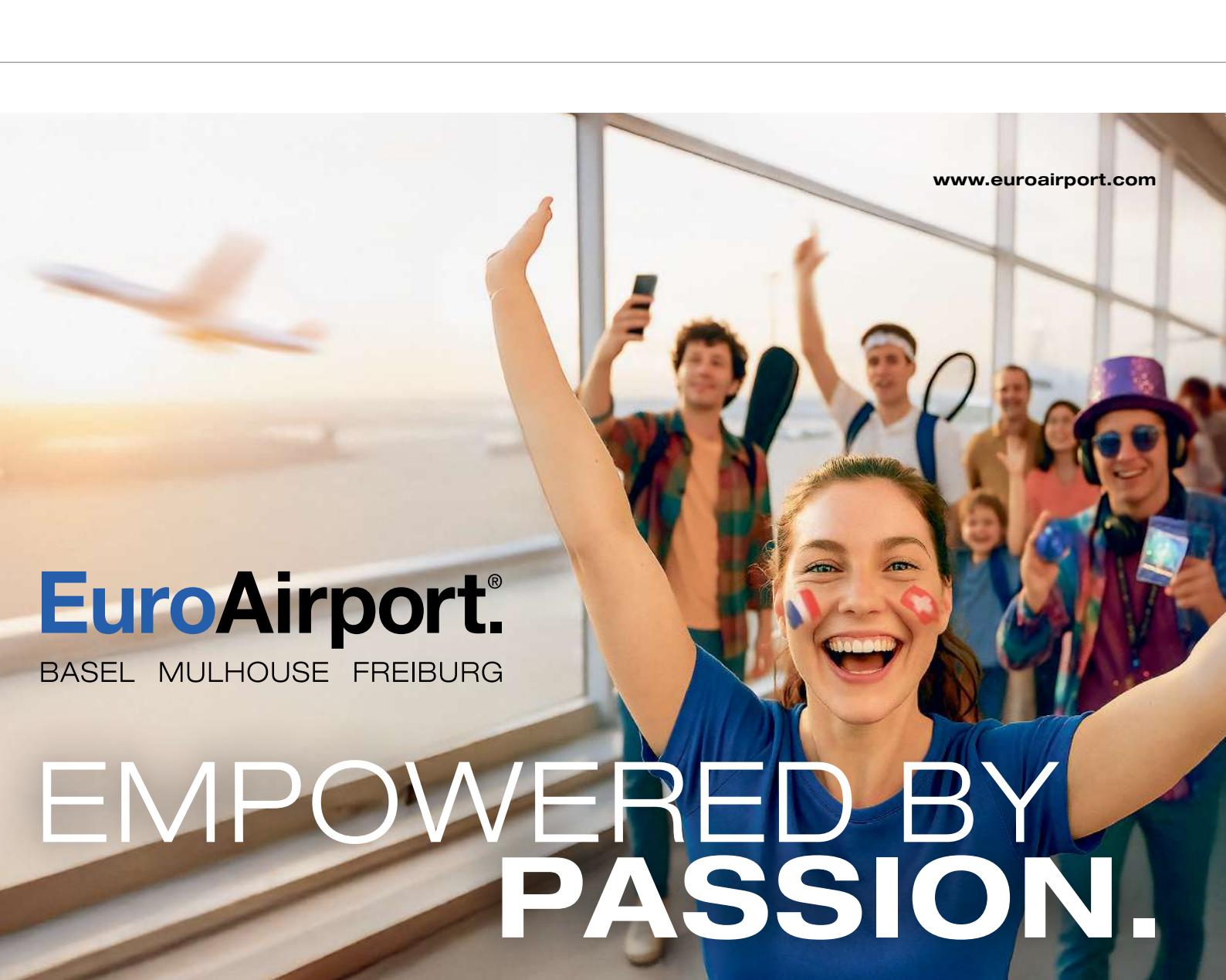
Hier im Bild: Tag 463.

Wir forschen weiter.

interpharma^{ph}

Die forschenden pharmazeutischen Unternehmen der Schweiz.

wir-forschen-weiter.ch



www.euroairport.com

EuroAirport®

BASEL MULHOUSE FREIBURG

**EMPOWERED BY
PASSION.**

Contenu

4	Allocution de bienvenue : Président de la Confédération suisse Guy Parmelin
5	Allocution de bienvenue : Ministre-président du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann
6	Préface : Dr. Conradin Cramer, président du conseil d'État, et Thomi Jourdan, conseiller d'État
7	Préface : Président du Canton d'Argovie Dieter Egli et Maire de Lörrach Jörg Lutz
8	Manifestation d'été 2025 de metrobasel : « Monde en agitation»
12	Pouvoir en mutation : Prof. Dr. Herfried Münkler, politologue
15	Modèle suisse de réussite mis à l'épreuve : Dr. Sandro Merino, BKB
16	Pour plus d'Europe – aussi en matière de sécurité : Conseillère nationale Priska Seiler Graf
17	Que faire si on n'a pas de boule de cristal ? : Conseillère nationale Patricia von Falkenstein, présidente metrobasel
18	Défis économiques face aux tensions géopolitiques : Prof. Dr. Rudolf Minsch, economiesuisse
20	L'éducation et la recherche, notre véritable capital : Dr. Simon Ittig, T3 Pharmaceuticals AG
21	Assurer l'avenir par l'innovation et le réseautage : Dr. Lutz Hegemann, Novartis
22	La sécurité – pierre angulaire de notre société : Conseillère d'État Dr. Stephanie Eymann
23	Dans un monde en mutation, Bâle devrait renforcer son capital : André Hoffmann, Chef du WEF
24	Basel Economic Forum : « Grands événements et forums : importants pour l'économie et la société ! »
26	Une année qui a bougé la ville : Letizia Elia, Basel Tourismus, et Roman Imgrüth, MCH
28	Résilience et protection dans un monde en agitation : Andrian Kohler, Rhystadt
29	Intelligence artificielle fiable – comment Basel peut devenir un lieu clé : Lukas Ott, urbaniste du canton de Bâle-Ville
30	Devenez membre de metrobasel !
31	Aperçu metrobasel 2026



Mentions légales

Le rapport metrobasel 2025 paraît sous forme de supplément dans le journal bz – Zeitung für die Region Basel (grand tirage). Il est également distribué dans la région métropolitaine de Bâle (y compris le Fricktal, Lörrach et l'Alsace).

Impression / Distribution

Environ 250 000 exemplaires Impression : CH Media Print AG, Aarau

Rédaction, réalisation, mise en page
ruweba kommunikation ag, Riehen

Bureau métrobasell

Aeschenvorstadt 4,
Case postale, 4010 Bâle
Tél. + 41 (0) 61 272 11 44
info@metrobasel.org

Le temps change et nous avec lui (Ovide)



Guy Parmelin

Conseiller fédéral, président du Département fédéral de l'Économie, de la Formation et de la Recherche

Les tensions géopolitiques mondiales ont gagné en intensité ces dernières années. Les conflits commerciaux, les affrontements armés et une mondialisation de plus en plus fragmentée créent de l'incertitude – pour les États comme pour les entreprises. La Suisse est elle aussi directement concernée par ces évolutions. Bien sûr, je pense ici aussi – mais pas uniquement – à la politique commerciale et douanière américaine. En tant qu'économie ouverte et exportatrice, nous sommes fortement intégrés à l'économie mondiale et dépendons de conditions-cadres stables et de relations commerciales fiables.

Malgré cette situation défavorable, notre économie a une fois de plus démontré une résilience remarquable. Les entreprises suisses se distinguent par une forte capacité d'innovation, une agilité entrepreneuriale et une exigence qualitative élevée. Ces traits leur permettent de s'adapter rapidement à des cadres changeants. Un pilier central de leur résilience est la diversification large – géographiquement comme sectoriellement. Cette variété se reflète aussi dans nos branches – de l'industrie des sciences de la vie à l'ingénierie, l'électrotechnique et la métallurgie,

jusqu'aux secteurs financiers et des services. Tout cela renforce la stabilité de l'économie nationale dans son ensemble.

S'ajoutent les atouts de localisation de la Suisse, qui ressortent au niveau international : stabilité politique, sécurité juridique, administration fiable et efficace, cadre fiscal attractif ainsi que infrastructures fortement développées. Enfin, notre pays bénéficie d'un paysage de formation et de recherche excellent, dont la capacité d'innovation est reconnue bien au-delà de nos frontières. Ces atouts constituent le socle de notre compétitivité et donc de notre prospérité.

Le Conseil fédéral s'emploie avec persévérance à ce que la Suisse puisse continuer à participer avec succès au commerce mondialisé. Cela passe par le renforcement continu de notre dense réseau d'accords de libre-échange et par l'entretien actif de nos relations avec des partenaires importants. Nous travaillons notamment à améliorer l'accès au marché de l'Union européenne et menons des discussions sur un accord commercial juridiquement contraignant avec les États-Unis. En 2025, cinq accords de libre-échange ont été conclus : de nouveaux accords avec la Thaïlande, le Kosovo, la Malaisie et le Mercosur, ainsi qu'un accord modernisé avec l'Ukraine. L'accord de libre-échange avec l'Inde est entré en vigueur le 1er octobre.

Parallèlement, nous favorisons un cadre économique intérieur sain – avec des réglementations fiables, des impôts modérés et une politique qui soutient l'innovation, l'initiative privée et l'entrepreneuriat. Récemment, le Conseil fédéral a adopté un paquet de mesures pour alléger les entreprises. Des cadres réglementaires efficaces et attractifs restent une tâche Permanente.

Dans un monde en mutation, il existe un principe plus que jamais : renforcer ce qui est éprouvé et aborder résolument ce qui est nouveau. La Suisse dispose de toutes les conditions pour réussir à l'avenir – à condition de rester ouverts, flexibles et engagés. Le Conseil fédéral continuera à tout mettre en œuvre pour soutenir nos entreprises et positionner la Suisse comme un lieu économique solide, fiable et innovant.

Partenariat transfrontalier

Nous vivons actuellement une période de grands bouleversements. Des autocrates puissants testent les limites de nos sociétés ouvertes, des guerres ébranlent l'ordre international et les blocs mondiaux déplacent les rapports de force. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine nous a montré que la paix et la sécurité en Europe ne vont pas de soi. Parallèlement, la polarisation, le populisme et la désinformation menacent nos démocraties de l'intérieur. De vieilles certitudes vacillent et nous sentons que le temps de relative tranquillité politique en Europe est soumis à une épreuve rigoureuse.

Dans une telle situation, la question essentielle est la suivante : comment préserver la liberté, la stabilité et la prospérité en ces temps incertains? Pour moi, la réponse est : la souveraineté au XXIe siècle ne peut être écrite qu'en européen. L'Union européenne a été créée pour dépasser le nationalisme, apaiser les conflits et partager les responsabilités. Elle n'est pas une union d'objectifs, mais une organisation politique de paix fondée sur la coopération, le droit et une force commune. Cet objectif est plus actuel que jamais.

Mais face aux déformations géopolitiques mondiales, il nous faut aussi revenir à nos propres fondements. La démocratie est la colonne vertébrale de notre ordre politique. Ce n'est pas un état de fait, mais une forme de vie ensemble qui doit être continuellement redessinée. Car la démocratie n'est pas un service à livrer. Elle vit de l'engagement, de la dispute civilisée et du courage de chercher des compromis. Si nous permettons à la polarisation de diviser la société et aux simplifications populistes de prendre le dessus, nous perdons notre capacité de modeler l'avenir. Une démocratie résiliente est donc une condition préalable pour que l'Europe reste capable d'agir et que nous puissions relever ensemble les grands défis.

Si nous examinons ces défis – par exemple le changement climatique, la souveraineté numérique, l'approvisionnement en énergie, la sécurité politique ou la résilience économique – nous constatons rapidement qu'ils ne peuvent pas être résolus nationalement. Il faut plus d'Europe, pas moins. Et il faut des partenariats forts qui soutiennent. Un tel partenariat unit Bade-Wurtemberg et la Suisse depuis de nombreuses décennies. La Suisse est notre deuxième partenaire commercial après les États-Unis. Nos pays sont étroitement liés dans la recherche, l'économie, la science et la culture. La région Bâle, le Haut-Rhin et le lac de Constance forment depuis longtemps un espace commun de vie et d'économie. Chaque jour, des personnes franchissent les frontières, des entreprises suisses et allemandes collaborent, des universités et des cliniques travaillent en réseau. Des acteurs comme « Eucor – The European Campus », TRISAN ou les INFOBESTs du Rhin supérieur montrent comment la coopération transfrontalière modèle concrètement l'avenir.



Winfried Kretschmann
Ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg

Tout cela nécessite des cadres fiables. C'est pourquoi Bade-Wurtemberg agit depuis des années comme pont entre l'UE et la Suisse. Car les questions de libre circulation des personnes, de coopération énergétique ou de recherche ne sont pas des détails techniques, mais déterminants pour la prospérité et la capacité d'innovation de notre région commune.

Bade-Wurtemberg et la Suisse démontrent ce que peut donner une responsabilité démocratique et une coopération. Notre région commune est depuis longtemps un laboratoire de l'Europe : transfrontalière, innovante, profondément reliée. Ce que nous réalisons ici est l'exemple même de ce que l'Europe a été dès sa fondation : paix, prospérité et fiabilité. Dans une période de bouleversements mondiaux, nous devons nous rappeler que l'idée européenne n'a jamais été pensée uniquement sur le plan économique, mais comme réponse politique aux crises du XXe siècle. Et que des partenariats forts comme celui entre Bade-Wurtemberg et la Suisse portent et développent davantage cette Europe. Engageons-nous donc à poursuivre sur cette voie et à approfondir nos relations de plus en plus!



DER MINISTERPRÄSIDENT DES LANDES BADEN-WÜRTTEMBERG

Préface de la région



Président du Conseil d'État
Dr. Conradin Cramer
Canton de Bâle-Ville

Un aperçu de l'histoire montre que les relations politiques mondiales bien ordonnées ont toujours été fragiles et été reformées à maintes reprises par les grandes puissances. Notre propre histoire en est aussi le miroir. Bien que nous célébrions le 1er août le ser-

ment du Rütli de 1291, la Suisse moderne est née au Congrès de Vienne en 1815 – en tant qu'État-tampon créé par les grandes puissances, à qui elle imposa la neutralité.

Cette position particulière au cœur de l'Europe a été exploitée – et bien exploitée. La prospérité et la stabilité en sont les fruits visibles. Parallèlement, des sujets des temps passés reviennent au centre des débats mondiaux – par exemple la question des tarifs douaniers et de la protection de l'industrie locale. La Suisse a été partie prenante de ce système jusqu'aux années 1970.

Monteverdi à Binningen en ont profité; tout comme l'AMAG d'origine, qui importait des pièces automobiles des États-Unis et les assemblait ici en véhicules. Ainsi, elle contournait les lourds droits de douane suisses sur les importations automobiles. Avec les accords internationaux du GATT et de l'OMC, ces remparts protectionnistes sont tombés. Monteverdi a disparu, l'AMAG s'est adaptée – et est devenue la plus grande importatrice automobile du pays.

La Suisse a réagi avec un accent net sur le nouveau cadre douanier : la recherche, le développement et la production de biens de haute qualité se sont placés au centre. Nous avons laissé les produits de masse à ceux qui pouvaient les fabriquer à moindre coût.

Aujourd'hui, la question se pose à nouveau sur la direction à prendre. Une chose est claire en ces jours : nos partenaires les plus proches sont et restent nos voisins. Malgré des critiques légitimes envers l'UE, leurs valeurs correspondent le plus aux nôtres.

Parallèlement, de nouvelles virages structurels se dessinent – notamment dans le domaine de l'IA. Si la Suisse et la région bâloise veulent rester compétitives à l'avenir, nous devons exploiter nos atouts dans la recherche, la qualité des données et une réglementation fiable de manière ciblée. En particulier, Bâle a l'occasion de se positionner en tant que lieu d'IA de confiance et d'assumer ainsi le rôle qui a historiquement souvent incombe à notre pays : celui de bâtisseur de ponts entre stabilité, innovation et coopération internationale.



Conseiller d'État Thomi Jourdan
Canton de Bâle-Campagne

Les turbulences géopolitiques de notre époque – des conflits commerciaux aux affrontements militaires en passant par les nouvelles formations de blocs – modifient les règles du jeu de l'économie mondiale. Pour un pays exportateur comme la Suisse et ses entreprises, elles apportent incertitude, chaînes d'approvisionnement volatiles et risques concurrentiels croissants. Au cœur de ces défis se trouvent dans notre

canton près de 18 000 PME. Elles constituent l'épine dorsale et le moteur de notre économie : innovantes, exportatrices et souvent fortement présentes dans des niches hautement spécialisées, elles créent et préparent des emplois, la prospérité et la compétitivité. Parallèlement, leur internationalité les rend particulièrement sensibles aux perturbations mondiales. Des chaînes d'approvisionnement volatiles, des tendances protectionnistes, des exigences réglementaires croissantes ou des conditions de marché changeantes exigent beaucoup d'elles – et la prévisibilité devient une denrée rare.

Pourtant, un regard en arrière donne du courage. Les pénuries de matières premières, les ruptures de marché ou les disruptions technologiques – l'économie suisse a toujours appris des crises et en est sortie renforcée. Aujourd'hui encore, de nombreuses entreprises investissent délibérément dans des chaînes d'approvisionnement plus résilientes et dans de nouveaux segments de marché, améliorent leurs processus numériques, approfondissent les coopérations ou nouent des partenariats stratégiques sur de nouveaux

marchés. Je reste donc optimiste que, grâce au courage, à la flexibilité, à l'innovation et à un esprit entrepreneurial qui caractérise notre pays depuis toujours, l'économie suisse et celle du Bâle-Cevon (à préciser selon le nom exact du canton) se montreront à nouveau performantes – car les entreprises développent des solutions et des produits qui créent une valeur ajoutée au-delà de la crise.

Parallèlement, les risques géopolitiques actuels, les conflits commerciaux et les tendances protectionnistes démontrent clairement l'importance de maintenir notre capacité d'innovation – avec des conditions attractives, stables et fiables pour les entreprises, une politique judicieuse de soutien au site et, ce qui va de pair, l'assurance que la Suisse demeure un excellent lieu pour l'éducation et la recherche.



Dieter Egli
Landammann du Canton d'Argovie

L'avenir se construit dans le Fricktal : cette région n'est plus une zone périphérique, mais un pôle d'innovation et de forte valeur ajoutée. Entre Zurich et Bâle, une région en pleine croissance prouve que puissance économique, durabilité et qualité de vie ne sont pas incompatibles.

Là où autrefois des chaussures étaient fabriquées dans le Bata-Park à Möhlin, on produit aujourd'hui des principes actifs

pharmaceutiques pour le monde entier. L'histoire se répète, seuls les signes avant-coureurs changent : autrefois, l'entreprise tchèque Bata s'était installée en Suisse en raison des droits de douane élevés – aujourd'hui, les entreprises mondiales s'installent dans le Fricktal parce qu'il est à la pointe du progrès. Cette région ne se contente pas de réagir au changement, elle le façonne activement.

L'économie mondiale est sous pression : les grandes puissances se renforcent économiquement et isolent leurs marchés nationaux. En conséquence, les chaînes d'approvisionnement vacillent et les marchés se régionalisent. Dans le secteur des life sciences, la recherche, le développement et la production se rapprochent des marchés de vente. Pour les entreprises qui desservent l'Europe, la présence sur place devient un facteur de succès. C'est précisément là que réside l'opportunité pour la Suisse, et en particulier pour l'Argovie. Le Fricktal offre ce qui est recherché : stabilité, talents, énergie et espace, non seulement pour la recherche, mais aussi pour la production et les centres de compétence mondiaux.

Le Sisslerfeld illustre parfaitement ce potentiel.

Avec Bachem, un pôle international dédié aux life sciences est en train de voir le jour, créant des centaines de nouveaux emplois – un signe clair de confiance dans la région. Parallèlement, le laboratoire réel de Sisslerfeld travaille à la réalisation de la vision d'une zone industrielle neutre en CO₂ d'ici 2040. Et à Kaiseraugst, «Aurica next» est en train de créer un campus qui réunit la biotechnologie, l'agritechnologie et la santé numérique – un écosystème pour les innovations de demain.

L'industrie des life sciences, qui exporte plus de 90 % de ses produits à l'étranger, dépend de conditions-cadres stables et de marchés ouverts. C'est pourquoi, en particulier en cette période de politique étrangère américaine erratique, des relations bilatérales fonctionnelles avec l'UE sont d'une importance capitale : elles garantissent l'accès au marché, les partenariats de recherche et la main-d'œuvre qualifiée pour toute la région. Malgré les incertitudes mondiales, le Fricktal montre ce qui compte : l'ouverture, la coopération et l'esprit d'innovation. Une région qui puise sa force dans son histoire et sa qualité de vie élevée – et qui façonne elle-même son avenir.



Jörg Lutz
Maire de la ville Lörrach

L'époque de la « Pax Americana » est révolue. Les États-Unis se retirent progressivement de leur rôle de protecteur et de leader de l'Occident. Un ordre mondial multipolaire se dessine, et l'Europe doit redéfinir sa place politique et économique. Le Dreiländereck (triple frontière) souffre durement les économies exportatrices. D'un côté, la Chine détient un quasi-monopole sur les terres rares et les matières premières stra-

tégiques – indispensables pour les batteries et les principes actifs pharmaceutiques. Pékin exploite ce levier de pouvoir avec, intentionnellement, des restrictions à l'export et des ruptures d'approvisionnement qui mettent sous pression les entreprises Life Sciences et Automotive. D'un autre côté, la politique du président Trump avec des droits de douane arbitraires et des barrières réglementaires aggrave la situation. Pour les entreprises basiliques des sciences de la vie, cela se traduit par des coûts d'entrée sur le marché plus élevés et une pression croissante pour déployer des capacités de production aux États-Unis. Les constructeurs automobiles d'Allemagne et de France font face à une concurrence féroce de la Chine et à des chaînes d'approvisionnement incertaines.

Les trois pays doivent renforcer leur résilience économique. La diversification des marchés et de nouveaux partenariats dans les matières premières sont essentielles.

Il faut aussi un encadrement politique : au Dreiländereck, la coopération trilatérale pour le développement des infrastructures dans les domaines de l'éducation, de la

recherche et de l'énergie est cruciale. Au niveau européen, des accords commerciaux et un soutien ciblé à l'innovation sont nécessaires. L'Europe doit se positionner comme un partenaire fiable – avec des conditions d'investissement sûres, tout en restant géopolitiquement flexible. Celui qui veut tenir face aux blocs doit faire preuve de vision stratégique et de capacité à forger de nouvelles alliances. Pour cela, l'Europe doit enfin parler d'une seule voix dans le monde. Le Basler (Bâle) triple frontière peut en être un modèle. Autrement, nous risquons une perte de poids sur la scène internationale et une diminution de la prospérité. Le politique et l'économique doivent agir ensemble. Maintenant.

Doublement sous pression : sortir de la piège des 39% et des terres rares

L'Europe au milieu entre la Russie, la Chine et les États-Unis

« Monde en agitation » était le thème actuel du metrobasel Sommeranlass de cette année. Dans le hall d'accueil de l'UBS comble, des orateurs et panélistes de haut niveau ont discuté de la manière dont la Suisse devrait réagir face à cette situation.

metrobasel Les tensions géopolitiques et leurs effets sur l'économie, la société et la politique étaient au cœur du Sommeranlass de metrobasel, le 21 août, sous le thème « Monde en agitation ». Le professeur émérite de sciences politiques et auteur à succès, Prof. Dr. Herfried Münkler, a montré dans son allocution d'ouverture que l'ordre fondé sur les valeurs et les règles s'était brisé et avait été remplacé par un ordre fondé sur le pouvoir. L'Europe se retrouve dans une position de sandwich injustement inconfortable. Dans la discussion en panel dirigée par le Prof. Dr. Laurent Goetschel, ont cherché, avec la participation de la conseillère nationale Priska Seiler Graf, du président du gouvernement de Bâle-Ville Conradin Cramer, du Prof. Dr. Rudolf Minsch (Economiesuisse) et de Dr. Simon Itting (T3 Pharmaceuticals), des approches sur la manière dont la Suisse devrait gérer cette nouvelle situation.

Regula Ruetz, directrice de metrobasel, a notamment salué la nouvelle pré-



Regula Ruetz, metrobasel

sidente de metrobasel, la conseillère nationale Patricia von Falkenstein, et a remercié UBS Basel pour leur hospitalité. Une fois de plus, il a été possible de fixer un sujet d'actualité pour l'occasion

estivale, aussi brûlant que possible. Guerres, tarifs douaniers, le pouvoir des plus forts, impérialisme et instabilité et fiabilité insuffisantes marquent la politique mondiale actuelle.

Martina Koch, responsable régionale Corporate & Real Estate Banking Basel, a souligné que la situation actuelle génère de l'agitation, de la peur, de l'incertitude, du désordre et de la confusion. Cependant, la Suisse peut relever ces défis grâce à ses forces en recherche, éducation, capacité d'innovation et valeurs démocratiques.



Martina Koch, UBS

Conradin Cramer, président du gouvernement de Bâle-Ville, a rappelé que le modèle économique suisse, orienté vers la production et la vente à l'étranger, était fortement affecté par la politique tarifaire absurde des États-Unis. Il a toutefois aussi mentionné que les tarifs douaniers furent, jusqu'en 1950, l'une des principales sources de revenu pour le pays. Ainsi, la production automobile à Binningen (Monteverdi) ou à Biel (Chevrolet) n'aurait été possible que grâce à des tarifs d'importation protectionnistes. Ce n'est qu'après 1950 que



Dr. Conradin Cramer, président du Conseil d'État

les tarifs furent réduits puis supprimés, ce qui a renforcé la capacité d'adaptation de l'économie suisse et l'a préparée aux turbulences actuelles.

Affirmation de soi plutôt que mendier

Dans son allocution d'ouverture, **Herfried Münkler** s'est penché sur la manière dont l'Europe – et donc la Suisse – devraient réagir face aux défis géopolitiques actuels. Selon Münkler, cinq points doivent être pris en compte :

1. L'ordre fondé sur les valeurs et les règles est brisé et ne sera vraisemblablement pas rétabli de sitôt. À sa place s'est instauré un ordre fondé sur le pouvoir.

Le néolibéralisme, base de l'économie mondialisée, dépend d'un ordre fondé sur les règles. Pour Vladimir Poutine, les ressentiments, la peur, la colère et l'indignation sont les moteurs. En l'absence d'une institution garantissant le respect des règles, les fauteurs de règles seraient les gagnants. Longtemps, on a compté sur les Nations Unies et les États-Unis comme garants



de l'ordre. Depuis « America First », les États-Unis jouent aussi leur propre jeu, qui ignore lui aussi les règles. Selon Münkler, cinq grands acteurs détermineront à l'avenir un ordre fondé sur le pouvoir : les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde et l'Europe. L'Europe n'occupera toutefois une place que si les pays européens parviennent à agir de manière efficace ensemble. Sinon, l'Europe deviendra des Grands.

2. L'Europe est entrée dans une position géopolitique de sandwich : menacée et intimidée par la Russie, pressée et haussée par les États-Unis.

La position centrale dans le sandwich entraîne l'effet d'appuyer sur un côté. Jusqu'ici, c'était l'Amérique pour l'Europe. Comme les États-Unis ne paraissent plus comme avant, des forces centrifuges sont désormais perceptibles. Cela ne peut être empêché que si l'UE ou la partie européenne de l'OTAN décide avec énergie de se défendre.

3. Les Européens ont désormais affaire à trois acteurs impériaux : la Russie, la Chine et les États-Unis.

L'histoire impériale est fondamentalement terminée avec la décolonisation. Mais selon Münkler, une nouvelle impérialité est renaissante. Ainsi, la Chine poursuit des stratégies géopolitiques avec la "Nouvelle Route de la Soie", ainsi que ses investissements en Afrique australe. Tandis que la Chine poursuit ses objectifs économiques, la Russie base sa stratégie sur le militaire et son insouciance. Les États-Unis ont commencé à « capitaliser » leurs anciens rapports de confiance. Ils se trouvent dans une situation de « surextension impériale » (imperial overstretch). Autrement dit, ils se sont engagés dans davantage d'obligations militaires et économiques qu'ils ne peuvent supporter à long terme. La défense des intérêts européens doit donc s'effectuer vis-à-vis de trois autocrates ou États gouvernés de façon autoritaire.

4. La condition centrale pour une affirmation de soi de l'Europe est la cohésion de l'UE et la revitalisation du noyau européen de l'OTAN.

Selon Münkler, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni assument de plus en plus le rôle de représentants pour les autres pays européens. L'Europe se modifie sous la main de la force des faits. Le passage à l'affirmation de soi doit être rapide et ne tolère aucun compromis.

5. Les Européens doivent apprendre à rétablir le portefeuille des formes de pouvoir et à jouer les impératifs de la politique de puissance.



Prof. Dr. Herfried Münkler, Berlin

L'Europe s'est auparavant limitée à investir dans la dissuasion. Ainsi, la puissance militaire a été transférée dans la puissance économique. Or, il apparaît que les sanctions ont au moins à court terme peu d'effet et que de tels investissements coûtent cher. Les pays européens doivent investir dans l'armée, les infrastructures, l'espace et leurs propres clouds. Même une dissuasion nucléaire européenne commune sera

nécessaire. Il n'est pas indispensable d'avoir une armée européenne commune – même si les États-Unis ne déployaient plus de troupes en Europe. Toutefois, un état-major européen commun serait indispensable.

Podium sur les implications pour la Suisse et la région bâloise

Lors de la discussion sous la conduite de Prof. Dr. Laurent Goetschel, professeur de sciences politiques à l'Université de Bâle et directeur de la Fondation suisse pour la paix, avec la conseillère nationale Priska Seiler Graf, présidente de la Commission de politique de sécurité, le Dr. Conradin Cramer, président du Gouvernement de Bâle Ville, le Prof. Dr. Rudolf Minsch, économiste en chef d'Economiesuisse, le Dr. Simon Itting, PDG de T3 Pharmaceuticals, et le conférencier Prof. Dr. Herfried Münkler, il s'agissait de discuter des approches concrètes pour la Suisse face aux suites des tensions géopolitiques.

« Arbitrage » plutôt que marchés libres

Pour Minsch, nous vivons en ce moment une époque de basculement qui fait mal. À l'époque bénie pour l'économie suisse avec des marchés mondiaux ouverts, succède une arbitrarité totale des dirigeants qui ne se sentent plus liés par des accords et des règles. Il a souligné notamment que les États-Unis étaient depuis longtemps protectionnistes et agissaient toujours selon ce qui leur est utile, par exemple en matière de fonds non déclarés, d'échange automatique d'informations ou de suppression du secret bancaire. Nouveau est l'ampleur « offensive » de ces actions aujourd'hui. Donald Trump ne prend même plus la peine de justifier ses décisions.

Se concentrer sur la recherche et l'innovation

Tous les participants à la table ronde ont convenu que la Suisse devait se



concentrer sur ses points forts dans cette situation difficile. **Ittig** a déclaré qu'il dormait bien dans son microcosme. Avec son entreprise, petite à l'échelle internationale, il se concentre sur ce qu'il peut faire bouger et essaie de trouver des solutions pour tout le reste. Il utilise la liberté scientifique pour la recherche et l'innovation. Dans la situation actuelle, il est particulièrement important que la Confédération ne réduise pas les moyens financiers consacrés à la recherche fondamentale et à la promotion de l'innovation. La Suisse pourrait également tirer profit de la confusion qui règne aux États-Unis. En effet, si la recherche scientifique y est restreinte, des scientifiques pourraient être incités à venir travailler en Suisse.

Le président du gouvernement de Bâle-Ville Cramer s'est également montré optimiste malgré le sentiment d'impuissance qu'il ressent. Comme **Ittig**, il a justifié sa confiance par l'incroyable force de la Suisse, et en particulier de la région de Bâle, en matière de recherche et d'innovation. Avec le « paquet de mesures pour Bâle », le canton pourrait apporter une contribution importante à la promotion de l'innovation. L'économie suisse a toujours montré qu'elle sortait renforcée des situations difficiles.

« Garder l'écurie propre »

Pour que cela se produise aujourd'hui, **Minsch** estime qu'un changement de mentalité politique doit avoir lieu en Suisse : « Nous devons garder notre propre écurie propre ». Les PME sont accablées par une multitude de réglementations, de formulaires, de rapports, etc. Il faut mettre fin à cette frénésie réglementaire. Selon **Münker**, comme il est impératif d'améliorer la capacité d'action politique, un processus visant à réduire la bureaucratie et la réglementation va également être mis en place dans l'UE. Il est convaincu que cette jungle réglementaire sera éliminée.

Dépenses supplémentaires pour l'armée – pas de mesures d'économie dans l'éducation et la recherche

Si des investissements supplémentaires doivent être consentis dans l'armée, cela ne doit pas être compensé par des mesures d'économie dans l'éducation et la recherche. Ce serait une grave erreur selon **Seiler Graf**. La Commission de la politique de sécurité du Conseil national s'accorde sur la nécessité de dépenses supplémentaires pour l'armée, mais pas sur la question du « quoi » et du « combien ». Les avis divergent également sur la question de savoir d'où pro-

Für einen starken Wirtschaftsstandort.



Basel ist unser Zuhause – und Heimat von über 700 Unternehmen. Damit das so bleibt, engagieren wir uns tagtäglich für einen starken Wirtschaftsstandort und eine lebenswerte Region. Von Basel. Für Basel.



viendra l'argent. Pour **Seiler Graf**, ces investissements supplémentaires ne sont pas possibles sans assouplir le frein à l'endettement.

Coopération avec l'OTAN

Pour **Münkler**, il est clair que la Suisse n'adhérera jamais à l'OTAN. Cependant, avec l'achat du F35, elle pourrait contribuer à la défense de l'Europe dans l'espace aérien. La Suisse doit absolument préserver sa propre industrie de l'armement. Mais cela ne sera possible que si les acheteurs d'équipements militaires sont autorisés à les revendre.

Pour **Seiler Graf**, le système de milice de l'armée suisse atteint ses limites. C'est pourquoi une coopération avec l'OTAN est indispensable. Des exercices communs ont déjà lieu depuis longtemps, par exemple avec l'armée de l'air. Il en va de même pour les acquisitions d'armements. La neutralité impose des limites à la Suisse. Mais que signifie la neutralité ? Jusqu'à présent, la Suisse a adopté une approche pragmatique dans l'interprétation de ce terme. Mais il faut une réponse claire et une discussion sur ce qu'il faut entendre par neutralité, exige **Seiler Graf**.



Conseillère nationale Patricia von Falkenstein

Conclusion : « Nous ne devons pas nous laisser abattre »

Dans son discours de clôture, la présidente de metrobasel, la conseillère nationale Patricia von Falkenstein, a tiré la conclusion suivante : « La situation politique mondiale actuelle n'est pas bonne. Elle est difficile pour un petit pays comme la Suisse. Nous sommes exposés à l'arbitraire du président américain. Ceux qui enfreignent les règles deviennent les gagnants. La Suisse doit se concentrer sur ses points forts – la recherche et le développement, l'innovation et le système éducatif – et réduire les charges bureaucratiques qui pèsent sur les PME. Nous devons rester optimistes et ne pas nous laisser abattre ! »



Laurent Goetschel, Conratin Cramer, Martin Koch, Priska Seiler Graf, Herfried Münkler, Simon Ittig, Patricia von Falkenstein, Regula Ruetz, Rudolf Minsch

Les récents bouleversements géopolitiques et leurs conséquences sur la politique, l'économie et la société

Prof. Dr. Herfried Münkler

se trouve dans un processus de changement accéléré, où presque personne ne peut dire avec certitude ce qui est valable aujourd'hui et ce qui le restera demain. L'acteur principal de ces bouleversements et disruptions n'est plus, comme les années précédentes, le président russe Vladimir Poutine, mais depuis son entrée en fonction en janvier 2025, le président américain Donald J. Trump. Alors que Poutine a méprisé – et continue de mépriser – la validité du droit international, notamment l'interdiction des guerres d'agression dans la Charte des Nations Unies, Trump a démantelé l'arc occidental, c'est-à-dire le cœur de ce que nous appelons « l'Occident », l'ancrage géopolitique et géoéconomique de l'ordre mondial issu de la fin de la Guerre froide. Cela a mis l'Europe dans une situation géopolitique fondamentalement nouvelle. Lorsque je parle ici d'«Europe», je fais référence à l'Union européenne et au bloc nord-atlantique de la OTAN. La Suisse n'appartient ni à l'un ni à l'autre, mais est assurément liée par la sécurité et l'économie à ces deux structures.

L'Europe se retrouve, par l'action de Poutine et Trump, dans une position en sandwich, menacée et intimidée par la Russie d'un côté, pressurée et menacée par les États-Unis de l'autre. En consé-

«L'OTAN est une alliance de défense fondée en 1949 entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Elle coordonne la défense commune, les opérations internationales et la coopération militaire entre ses 32 États membres»

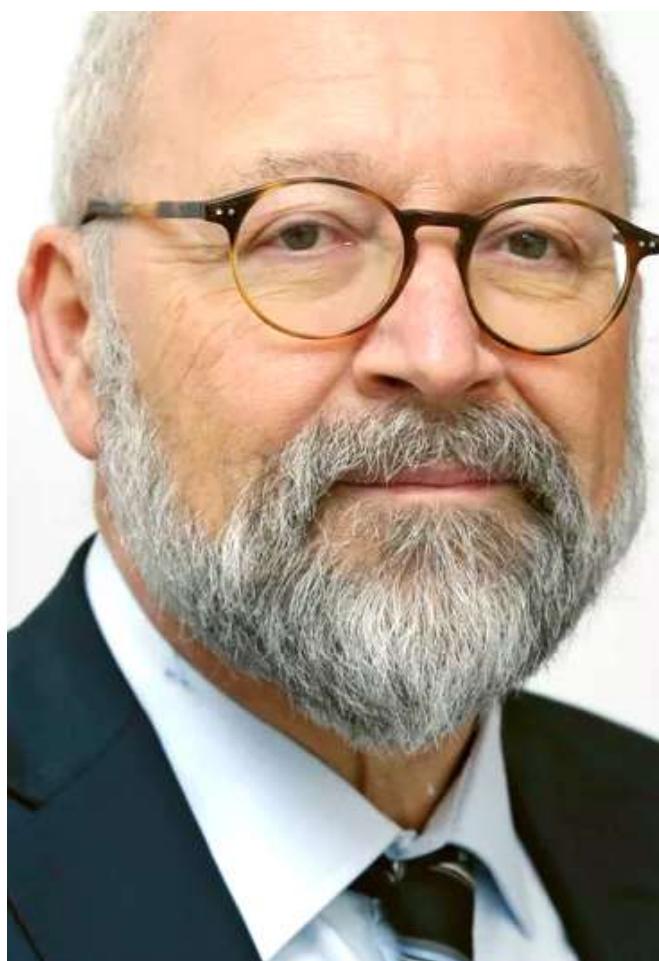
Dès le début de l'année 2025, l'ordre politique et économique mondial

quence, les forces centrifuges déjà présentes dans l'UE se sont encore renforcées. Ces forces qui préconisent un alignement sur la Russie ne se situent pas uniquement en Hongrie, Slovaquie et désormais en Tchéquie, mais aussi dans les grands pays influents tels que l'Allemagne et la France, bien que pas au pouvoir. Et d'un autre côté, il existe ceux qui présentent la situation de manière optimiste et prétendent que le bloc atlantique survivra sous son égide et que quelques concessions à Washington suffiront pour maintenir les garanties de sécurité américaines envers l'Europe, et obtenir des accords commerciaux acceptables. Dans la pratique, cela revient à laisser les Européens apparaître comme des supplétifs, vaillant peu face aux menaces de Moscou et traités avec dédain, et à baisser la tête face à Moscou. Cela conduirait probablement à une escalade des menaces et des demandes du Kremlin. Regardons la situation de plus près.

1.

L'ordre fondé sur des règles et des valeurs s'est effondré et ne sera pas rétabli dans un avenir prévisible. Il a été remplacé par un ordre fondé sur le pouvoir, dans lequel la capacité à s'imposer par la menace et, si nécessaire, par le recours ouvert à la force, joue un rôle déterminant. Ce que cela signifie ne s'observe pas seulement dans la guerre en Ukraine. Dans ce pays, la partie russe insiste sur la conclusion d'un traité de paix dans lequel l'Ukraine satisfait à toutes les exigences russes,

c'est-à-dire capitule de facto, avant que la Russie n'accepte un cessez-le-feu sur le front et la fin des frappes aériennes sur les infrastructures ukrainiennes. La guerre de 12 jours entre Israël et l'Iran montre également que les Européens n'ont pas réussi à y mettre fin par des moyens diplomatiques, tandis que la menace de Trump de suspendre l'aide militaire américaine à Israël et l'attaque de bombardiers américains B-2 sur Téhéran ont forcé cette fin. Un ordre fondé sur la puissance signifie que seuls ceux qui disposent d'une grande puissance militaire ont leur mot à dire au niveau régional et mondial.



Prof. Dr. Herfried Münkler, politologue et auteur à succès de « Welt in Aufruhr » et « Macht im Umbruch »

Mais cela signifie surtout que **la confiance dans la capacité des autres à respecter les règles a été remplacée par la confiance dans sa propre capacité à s'affirmer**. Là où ce n'est pas encore le cas, il est urgent d'y travailler. Sinon, le pays concerné – et cela vaut également pour l'Europe dans son ensemble et en particulier pour la Suisse – risque de devenir le jouet des intérêts d'autres pays. Cela ne concerne en aucun cas uniquement les capacités militaires, même si le débat public se concentre actuellement sur celles-ci. En effet, la politique de mondialisation économique, c'est-à-dire l'interdépendance économique des économies nationales avec celles de leurs voisins et à l'échelle mondiale, dépend d'un ordre fondé sur des règles à l'échelle mondiale. Lorsque ce n'est plus le cas, les interdépendances se transforment en dépendances, que les plus forts exploitent à leur guise. La Chine et les Etats-Unis en ont récemment fourni une série d'exemples. **Les perturbations récentes touchent donc non seulement les structures politiques du système mondial, y compris le droit international, mais aussi le commerce mondial et l'ordre économique mondial.** Elles sont donc globales et ne s'arrêtent pas à la neutralité, comme la Suisse l'a récemment appris.

2.

Rétrospectivement, on peut affirmer que ni les sciences économiques ni les sciences politiques n'ont suffisamment réfléchi et vérifié leurs hypothèses et prévisions centrales. Elles ont largement compté sur le fait que les acteurs réels suivraient strictement l'évaluation rationnelle des coûts et des avantages. Cela aurait signifié que Poutine n'aurait pas attaqué l'Ukraine ou se serait satisfait de l'annexion de la Crimée. Et Trump n'aurait pas détruit l'ordre commercial mondial par sa politique douanière arbitraire et coercitive.

Ce qui a été généralement sous-estimé dans la confiance accordée à la stabilité d'un ordre de paix, c'est la nécessité d'un « gardien de l'ordre ». Celui-ci aurait dû veiller à ce que le contrevenant ne soit pas le gagnant final, mais qu'il subisse des inconvénients considérables qui le dissuaderaient de commettre d'autres infractions à l'avenir. La question de savoir qui devait veiller à ce que les décisions des tribunaux d'arbitrage internationaux soient acceptées par tous, y compris les grandes puissances, afin d'éviter les guerres, est restée sans réponse. Certains, notamment en Suisse ou en Allemagne, misaient sur les Nations unies, d'autres sur l'**OCDE**, d'autres encore sur l'opinion publique mondiale, qui n'accepterait aucune

«Ce qui a été généralement sous-estimé dans la confiance accordée à la stabilité d'un ordre de paix, c'est la nécessité d'un « gardien de l'ordre »»

violation des règles. Mais il s'agissait là d'une confiance dans des institutions et des organisations qui étaient toutes trop faibles, se bloquaient elles-mêmes et, surtout, ne disposaient d'aucun moyen de contrainte pour obliger un contrevenant à se raviser. Dans les faits, ce sont les Etats-Unis qui ont assumé cette tâche, mais ils ne l'ont

fait que de manière sélective. De plus, ils ont souvent confondu le rôle de « gardien » avec celui de « maître ». Et finalement, ils n'avaient plus envie de se soumettre à cette tâche exigeante. Le slogan de Trump « America first » a marqué le retrait définitif de ce rôle. Mais sans gardien des règles, aucun ordre fondé sur des règles ne peut fonctionner. À l'avenir, personne ne sera prêt ni capable d'assumer ce rôle. En effet, celui-ci consiste à fournir des biens communs. Autrement dit, quelque chose dont personne ne peut être exclu, tandis que les coûts et les charges liés à leur disponibilité incombent à une seule personne, éventuellement aidée de quelques soutiens. Le théorème économique de la « tragédie des biens communs » explique le dilemme de celui qui supporte les coûts des biens communs et observe comment les resquilleurs, les profiteurs, s'en emparent sans jamais se soucier de leur disponibilité.

«L'OCDE est une organisation internationale regroupant principalement des États économiquement développés, fondée en 1961. Son objectif est de promouvoir la croissance économique, le progrès social et des conditions-cadres stables»

3.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'effondrement de l'Occident transatlantique a placé l'Europe dans une position délicate et a encore renforcé les forces centrifuges au sein de l'UE. Dans ces circonstances, il faut un acteur centripète fort qui maintienne la cohésion de l'UE et veille à ce qu'elle ne soit pas démantelée par la Russie, les États-Unis ou même la Chine. Dans les circonstances actuelles, seule la République fédérale d'Allemagne peut assumer cette tâche. Mais même si elle est le pays le plus peuplé, le plus puissant économiquement et le plus familiarisé avec cette tâche en Europe, elle ne peut pas jouer ce rôle seul, mais a besoin de partenaires. La France, en tant que représentante de l'Europe occidentale, la Pologne, en tant que puissance dominante en Europe centrale et orientale, l'Italie, en tant que puissance dominante dans le sud de l'Europe, et – au moins au sein de l'OTAN – la Grande-Bretagne, qui n'est pas membre de l'UE, pourraient être prises en considération et former un groupe de cinq avec l'Allemagne, puissance dominante en Europe centrale. Cela représenterait une sorte de hiérarchisation interne de l'Europe. En prenant en charge les questions de politique étrangère et de sécurité qui ne relèvent pas de la communauté, cette puissance dominante serait en mesure de réagir plus rapidement aux défis auxquels l'Europe des 27 devrait autrement capituler en raison du principe d'unanimité de l'UE.

La création d'un tel groupe de cinq pays coopérant dans un climat de confiance conduirait à moyen terme à une UE différente. Une UE qui serait un acteur capable d'agir sur le plan politique et capable de s'imposer dans une position géopolitique centrale sans être écrasée par les acteurs adverses intéressés par sa disparition. Dans ces circonstances, il n'est pas exclu que certains États mem-



Groupe des cinq : la France, la Pologne, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne

bres quittent l'Union, mais comme les candidats potentiels sont pour la plupart des États bénéficiaires nets qui, en cas de sortie de l'UE, perdraient en outre l'accès au marché commun, cela aurait des conséquences catastrophiques pour eux. Ils ne devraient donc pas être trop nombreux. Ils s'adapteront plutôt aux nouveaux développements, grâce auxquels l'UE pourra se transformer d'un régulateur et gestionnaire de règles très actif en une puissance régionale et mondiale influente, capable d'apporter non seulement une protection, mais aussi une influence à ses États membres.

4.

Ce que nous observons actuellement de manière accrue, c'est le retour d'un mort-vivant auquel la plupart ne s'attendaient plus : la figure politique de l'empire. Ce sont la Russie, la Chine et désormais aussi les États-Unis qui agissent de manière impériale en cherchant à s'assurer des zones d'influence et un accès illimité aux matières premières. Cela nécessite l'ouverture des marchés qui les intéressent afin de s'approprier les matières premières et les biens. Pour ce faire, ils recourent à différents types de pouvoir : tandis que les Chinois préfèrent construire leurs nouvelles routes de la soie grâce à leur puissance économique et surtout financière, les Russes doivent avant tout s'appuyer sur leur puissance militaire et sur l'attractivité de leurs matières premières et de leurs sources d'énergie, qu'ils doivent donc proposer à des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents. Ce n'est pas une position solide et résiliente.

«Nous assistons le retour d'un mort-vivant auquel la plupart ne s'attendaient plus»

La situation est quelque peu différente dans le cas des États-Unis : ils perçoivent leur position d'hégémon d'un ordre mondial unipolaire comme une constellation qu'ils souhaitent quitter afin de pouvoir réussir la confrontation avec la Chine, considérée comme inévitable par nombre de leurs analystes stratégiques. **Dans le cadre du retrait des États-Unis des zones qu'ils considèrent comme géostratégiquement secondaires en matière de politique de sécurité, ils hésitent actuellement à déterminer dans quelle mesure l'Europe en fait partie.** L'objectif de l'administration Trump semble être un État américain élargi au Canada et au Groenland, capable de transférer rapidement et sans effort ses capacités militaires maritimes de l'Atlantique au Pacifique grâce à son contrôle du canal de Panama. On peut toutefois se demander si les États-Unis ne perdraient pas plus en puissance et en influence qu'ils n'y gagneraient en re-

groupant leurs forces sur le plan territorial. Mais cela ne doit pas être le souci des Européens. Pour l'Europe, cela signifie qu'elle sera alors le dernier porte-drapeau important de l'État de droit démocratique à grande échelle, qui devra se préparer à résister aux attaques des régimes autoritaires.

5.

Pour s'affirmer, l'Europe doit rééquilibrer son portefeuille de pouvoirs et combler ses déficits. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra réduire considérablement sa vulnérabilité vis-à-vis de la Russie et des États-Unis. La question de la capacité des Européens à disposer d'une force de dissuasion nucléaire autonome est un sujet délicat. Après que la Russie a tenté à plusieurs reprises d'influencer la politique européenne par des menaces nucléaires et que le retrait du bouclier nucléaire américain est l'arme la plus dangereuse de Trump pour imposer ses objectifs aux Européens, il semble logique de réfléchir de manière intensive et approfondie à cette question nucléaire. Si les États-Unis continuent à réduire leur présence militaire en Europe, il faudra également se demander si le commandant en chef des forces de l'OTAN devrait à l'avenir être un Européen, ce qui signifierait également la mise en place d'un état-major essentiellement européen au siège de l'OTAN.

Cependant, l'aspect militaire ne suffit pas pour atteindre l'autonomie stratégique. Il s'agit également de réduire les dépendances et les vulnérabilités des Européens en matière d'approvisionnement en matières premières et en sources d'énergie, afin de minimiser leur vulnérabilité économique face aux trois acteurs impériaux et de rattraper leur retard sur les États-Unis et la Chine dans la course technologique, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, du cloud computing, des capacités de calcul et de l'espace. Il convient également de limiter considérablement le rachat d'entreprises européennes dans des domaines technologiques sensibles par l'un des grands acteurs impériaux afin de renforcer la capacité d'innovation de l'Europe. Une coopération globale entre les pays européens ou une répartition stratégique des tâches au sein de l'Europe est nécessaire à cet égard afin de limiter les coûts d'une telle politique.

Prof. Dr. Herfried Münkler

Politologue allemand, professeur émérite de théorie politique et d'histoire des idées à l'Université Humboldt de Berlin, membre de l'Académie des sciences de Berlin-Brandebourg et auteur de nombreux ouvrages de référence sur les empires, la théorie de la guerre, l'ordre politique et la géopolitique.

Parmi ses best-sellers figurent notamment « Welt in Aufruhr » (2023) et « Macht im Umbruch » (2025).

Le modèle de réussite suisse à l'épreuve

La Suisse est une petite économie très ouverte et très compétitive. Mais les droits de douane draconiens imposés par les États-Unis, les nouvelles technologies numériques et les besoins croissants en infrastructures de transport, d'énergie et de défense, politiquement controversés, mettent à l'épreuve le modèle suisse de réussite. Les facteurs de réussite changent-ils avec l'évolution du contexte mondial ou les atouts actuels du modèle économique suisse garantissent-il son succès futur ?

Dr. Sandro Merino

Après l'annonce du 2 avril 2025, les États-Unis ont introduit un système douanier qui sanctionne « de manière réciproque » les barrières commerciales imposées par d'autres nations à l'encontre des États-Unis. D'un point de vue économique, le système douanier sous-jacent ne peut être valablement justifié. La fixation des droits de douane sur la base des déficits commerciaux actuels par pays exportateur semble arbitraire. Les répercussions sur les économies concernées sont parfois considérables. Cela vaut également pour la Suisse. Les droits de douane de 39 % sur les exportations suisses vers les États-Unis, imposés justement le jour de la fête nationale suisse, figuraient parmi les plus élevés au monde. Le succès considérable de l'industrie pharmaceutique mondiale et les interventions massives de la Banque nationale suisse (BNS) visant à affaiblir le franc suisse, constamment fort, semblent avoir conduit à ce taux douanier. Le fait que les États-Unis enregistrent un excédent important dans les échanges de services n'a pas été pris en compte dans l'évaluation des relations commerciales par les États-Unis.

Excédent commercial suisse : importance majeure des États-Unis

En 2024, la Suisse a enregistré un excédent commercial de 66,3 milliards de francs suisses, soit 8 % du produit intérieur brut (PIB) suisse de 2024 (823,73 milliards de francs suisses). Le solde du commerce des marchandises avec les États-Unis, qui s'élève à 38,7 milliards de francs suisses, est un poste positif essentiel. Sa variation annuelle en pourcentage du PIB suisse a une influence directe sur la croissance économique suisse. Compte tenu de son excédent commercial représentant 4,7 % du PIB, un recul substantiel des exportations de marchandises vers les États-Unis aurait des répercussions économiques importantes pour la Suisse. En 2024, l'industrie pharmaceutique suisse a exporté pour plus de 30 milliards de francs suisses de marchandises vers les États-Unis, contribuant ainsi de manière significative à l'excédent commercial avec ce pays. D'autres industries à forte capacité d'exportation (par exemple, l'horlogerie, l'appareillage et la chimie) contribuent dans une moindre mesure à l'excédent commercial de la Suisse avec les États-Unis.

Croissance grâce à l'immigration et aux exportations

La Suisse fait partie des économies les plus prospères et les plus ouvertes au monde. Des pays comme Singapour, l'Irlande, Hong Kong et, bien que nettement plus grands, l'Allemagne suivent un modèle similaire. Avec un volume de commerce extérieur représentant 138 % du PIB suisse, le commerce transfrontalier revêt une importance capitale pour la Suisse. Depuis la fin des années 1980, la mondiali-

sation a entraîné une forte croissance du commerce mondial des marchandises. Un cadre réglementaire mondial avec une réduction des barrières commerciales et de nouveaux accords de libre-échange, associé à une forte capacité d'innovation et à une productivité élevée, ont permis à la Suisse de mettre en œuvre avec succès sa compétitivité économique.

À l'exception de l'agriculture suisse, qui est protégée de la concurrence par des barrières commerciales, la Suisse a été et reste un exemple type de petite économie très ouverte. Au cours des deux dernières décennies, la Suisse a connu une croissance économique nettement supérieure à la moyenne des pays de la zone euro avoisinante. L'augmentation de la population résidente permanente due à un solde migratoire toujours positif et la forte croissance des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont joué un rôle décisif à cet égard.

La flexibilité et la diversification globale restent essentielles

Le nouveau protectionnisme américain et la concurrence croissante de la Chine constituent des défis historiques pour la Suisse et la région métropolitaine de Bâle. Malgré toutes ces difficultés, nos contacts avec les entreprises suisses nous permettent de dégager une tendance générale à l'optimisme. On attend que l'agilité et la flexibilité permettent d'éviter une forte baisse de la demande américaine. Les chaînes de production et de logistique sont souvent déjà organisées à l'échelle internationale et il existe plusieurs options pour faire face à la pression douanière américaine, y compris la possibilité de délocaliser davantage la production aux États-Unis. Les réactions des cours boursiers à l'imposition des droits de douane américains ont montré que la diversification internationale permet à la plupart des entreprises du SPI de réagir avec souplesse et succès aux nouveaux défis. Cela vaut également pour les entreprises de la région métropolitaine.



Dr. Sandro Merino,
directeur des investissements

Pour plus d'Europe – y compris en matière de sécurité

Conseillère nationale Priska Seiler Graf

L'attaque russe contre l'Ukraine en février 2022 a marqué un tournant. Pour le monde occidental, pour la Suisse et aussi pour moi personnellement. Enfant des années 80, j'ai très bien vécu la guerre froide et sa course folle à l'armement, mais aussi la chute du mur de Berlin en 1989, qui a suscité tant d'espoirs. Oui, je croyais que l'Europe avait fait un pas en avant dans son développement et j'ai compris que des changements étaient possibles sans avoir recours à la guerre. Et oui, c'était peut-être naïf, mais c'était un sentiment très agréable que des millions de personnes partageaient avec moi. Et pas seulement des personnes, mais aussi de nombreux gouvernements de pays européens. Nous sommes actuellement loin de ce sentiment, au contraire, l'Europe se réarme fortement. La Suisse augmente également le budget de son armée, ce que je considère tout à fait justifié dans les circonstances actuelles. Mais je trouve inacceptable que le Parlement fédéral tente de compenser ces coûts supplémentaires par des économies dans d'autres domaines : la coopération internationale, le personnel, la formation ou les infrastructures de transport. Ce sont là aussi des domaines d'activité importants et tout à fait pertinents en matière de sécurité. Je pense par exemple au personnel de fedpol et des services de renseignement. À mon avis, nous devons sérieusement discuter d'un assouplissement du frein à l'endettement ou trouver un financement spécial. Nos pays partenaires européens l'ont déjà fait.

En outre, la Suisse doit également repenser de toute urgence sa politique de sécurité et ses relations avec l'OTAN. Nous ne nous sommes jamais demandé ce que signifiait réellement la neutralité. Il a toujours été évident que c'était une bonne chose. Cependant, la terrible guerre en Ukraine nous montre que de nombreuses questions sur la neutralité restent sans réponse. La Suisse devrait-elle, par exemple, participer aux sanctions de l'UE ? Le Conseil fédéral a décidé que cela devait être le cas, car l'attaque de la Russie contre l'Ukraine constitue clairement une violation du droit international. À mon avis, c'était la bonne décision. Être neutre ne signifie pas ne pas prendre position. Sinon, on soutient automatiquement l'agresseur. La Suisse doit toujours se ranger du côté du droit international, la Charte des Nations unies est notre boussole. Malheureusement, il n'y a

pratiquement pas de débat public sur ce que signifie la neutralité au XXI^e siècle, alors que cela serait urgent et nécessaire. L'une des raisons est la crainte de l'initiative sur la neutralité de l'UDC, qui est en fait une initiative anti-sanctions. On ne veut pas donner plus de visibilité à cette initiative, de peur que cela ne lui soit profitable. Je doute que ce soit la bonne tactique. En réalité, cette initiative fournit justement une raison supplémentaire de discuter de notre neutralité future. Et cette discussion est absolument nécessaire.



Priska Seiler Graf, conseillère nationale et présidente de la Commission de politique de sécurité

majeur pour la sécurité de notre pays.

De plus, nous vivons aujourd'hui à l'ère des blocs. La Suisse ne pourra pas éviter de se rallier clairement à l'un d'entre eux, et ce ne peut être que l'Europe. Je suis convaincu que nous devons coopérer encore plus étroitement avec l'Europe : sur le plan économique (mot-clé Bilatérales III), mais aussi en matière de politique de sécurité. C'est pourquoi des initiatives telles que l'*« European Sky Shield Initiative »* (ESSI), qui porte sur l'acquisition coordonnée de moyens de défense aérienne, me semblent tout à fait judicieuses.

La Suisse est située au cœur de l'Europe, elle fait partie de l'Europe. Ce sont nos amis. Nous devons leur montrer notre solidarité. Après le discours déroutant et inquiétant du vice-président américain J. D. Vance à la conférence sur la sécurité de Munich en février dernier, ma réponse est claire : nous n'avons pas besoin de moins d'Europe, mais de plus d'Europe, car nous en faisons partie.

Politique économique américaine et ses conséquences pour Bâle et la Suisse – que faire quand on n'a pas de boule de cristal ?

Conseillère nationale Patricia von Falkenstein

Les États libéraux occidentaux se caractérisent notamment par la fiabilité de leur ordre juridique. Depuis un an, nous constatons que cette caractéristique n'est plus totalement valable pour les États-Unis. Cela se voit à travers l'exemple des droits de douane qui frappent les exportations suisses vers les États-Unis, imposés par le président US. Les 39 % annoncés nous ont tirés d'un rêve et ont déjà entraîné des conséquences négatives pour les entreprises helvétiques directement touchées et leurs soustraitants.

Puis un tournant qui a probablement à voir avec la visite d'une délégation économique suisse auprès du président américain : une réduction à 15 %.

Bien que largement saluée, ce taux reste encore trop élevé et contredit les principes d'un libre-échange.

Dans la discussion figure également la demande de Trump d'imposer des droits de douane plus élevés sur les entreprises pharmaceutiques suisses. Les menaces du White House sont bien connues — et aussi l'intention des deux grandes entreprises pharmaceutiques baseliens d'investir d'ici peu d'importantes sommes aux États-Unis. Cela ne devrait pas seulement concerner Bâle et la Suisse en général, mais surtout la politique nationale !

Aujourd'hui, personne ne peut estimer avec précision ou même de manière plausible les conséquences de ce développement pour Bâle et la Suisse. Ce que l'on peut faire toutefois, c'est envisager plusieurs scénarios afin de rendre le risque d'un déclin économique de la pharmacie à Bâle et ses répercussions plus concrètes.

Ce qui est absolument nécessaire en outre : le Conseil fédéral doit s'occuper de l'industrie pharmaceutique de manière sérieuse. Jusqu'à présent, la championne de l'export, l'industrie pharmaceutique suisse, a été négligée par le fédéral. Le dossier pharmaceutique passait au Conseil fédéral seulement lorsqu'il s'agissait de baisser les prix des médicaments; jamais pour reconnaître ou valoriser la puissance de recherche, les importants paiements d'impôts et la valeur ajoutée considérable dans tous les cantons où, aux côtés des deux grandes entreprises bâloises, d'autres entreprises sont actives et créent des emplois.

À ce sujet, j'ai déjà déposé au Conseil national en mai 2025 une motion demandant l'élaboration d'une stratégie phar-

maceutique et des sciences de la vie. La représentante du Canton du Bâle Ville Herzog a ensuite déposé une motion similaire au Conseil des États en juin, qui y a été adoptée. Pour moi, il est incompréhensible que le Conseil fédéral ait demandé le rejet des motions.

Je resterai engagé et je suis convaincu que le Conseil national répondra à mes demandes : il faut rapidement une stratégie qui soit élaborée conjointement avec les entreprises concernées, d'autres institutions de recherche et les associations sectorielles. De plus, une coopération plus étroite entre l'Office fédéral de la santé publique, l'Etat secrétariat à la formation, la recherche et l'innovation et l'Etat secret à l'économie est urgent nécessaire. L'objectif de la stratégie doit être d'obtenir rapidement des améliorations des conditions-cadre et de rétablir la sécurité juridique. Il faut aussi, par exemple, relancer d'urgence le Masterplan Biomedizinische Forschung, qui n'a pas été poursuivi par OFSP pour des raisons qui ne sont pas clairement expliquées. De plus, et ceci est une exigence que l'industrie de la recherche porte depuis près de dix ans, il faut enfin permettre la mise à disposition de données patients anonymisées afin de mieux identifier les causes et les possibilités de lutte contre les maladies en Suisse. L'étranger nous dépasse déjà sur ce point.



Patricia von Falkenstein
Conseillère nationale et présidente metrobasel

Nous ne pouvons pas influencer directement les décisions de nos partenaires commerciaux clés. Cependant, nous pouvons — et devons — faire nos devoirs et améliorer enfin les conditions pour les entreprises exportatrices — pas seulement dans le domaine des sciences de la vie.

Pour le site de Bâle, il faut penser à des périodes où les recettes fiscales provenant de la grande pharmacie ne seront peut-être plus aussi abondantes ; gouverner c'est prévoir, diton. En suivant les débats au Grand Conseil et en voyant les listes de revendications des partis de gauche, ce n'est pas encore le cas : les subventions publiques et les questions telles que la semaine de quatre jours dans les petites entreprises, l'U-Abo et les indemnités pour les vélos des fonctionnaires ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Espérons que le changement général, qui est perçu comme négatif, s'améliore bientôt vers «moins grave». Mais espérer ne suffit pas; il faut agir absolument.

Challenges économiques à l'ère des tensions géopolitiques

Prof. Dr. Rudolf Minsch

Les mois passés ont été marqués par une incertitude notable pour l'économie suisse. L'escalade du conflit commercial mondial, déclenchée par les États-Unis, a bouleversé l'économie mondiale et risque de nous accompagner encore longtemps. En particulier les droits de douane imposés par le président Trump provoquent des perturbations constantes — avec des répercussions perceptibles sur les économies nationales exportatrices comme la Suisse.

Les tensions géopolitiques pèsent sur les entreprises suisses

Depuis la crise financière de 2008, le protectionnisme augmente dans le monde. Le bras de fer stratégique entre les États-Unis et la Chine exacerbe encore cette tendance. Les deux puissances utilisent de plus en plus la politique commerciale comme instrument géopolitique, ce qui fragmente les chaînes de valeur mondiales et accroît encore l'incertitude. L'indice illustrant l'incertitude actuelle quant à la forme future des cadres économiques montre de manière impressionnante l'ampleur de cette incertitude. Ce niveau d'incertitude, qui n'avait été atteint que pendant la pandémie, est exceptionnel. L'incertitude complique les décisions d'investissement à long terme et pénalise l'économie mondiale. Pour les entreprises suisses, fortement interconnectées à l'échelle internationale, cela signifie: la flexibilité et l'adaptabilité deviennent des compétences centrales.

En tant que nation exportatrice, la Suisse est directement et fortement touchée par de telles évolutions. La Suisse gagne 2 francs sur 5 à l'étranger. Sans une industrie d'exportation florissante, la Suisse serait donc pauvre comme un rat d'église. La Suisse est une petite nation, mais extrêmement performante à l'exportation. Nous figurons parmi les 20 plus grands exportateurs mondiaux.

L'introduction de droits de douane américains sur les biens industriels suisses a été un moment décisif pour l'économie exportatrice suisse. Malgré la politique commerciale ouverte de la Suisse et la suppression totale des droits de l'industrie au 1er janvier 2024, les exportations suisses ont été soumises à des droits américains spécifiques par pays de 39 %. Les conséquences ont été une augmentation des coûts d'exportation, une compétitivité affaiblie et un climat d'investissement nettement plus morose.



Prof. Dr. Rudolf Minsch
Responsable politique économique et commerce extérieur,
économiste en chef, viceprésidente du comité de direction.

Si l'on regarde les chiffres, la Suisse a exporté 4,6 % de plus vers l'étranger par rapport à l'année précédente au début de l'année, mais cela s'explique aussi par le fait que de nombreuses entreprises ont reconstitué leurs stocks aux États-Unis avant l'entrée en vigueur des droits. En ne considérant que le troisième trimestre, les exportations suisses vers les États-Unis ont chuté de 8,2 %. Les secteurs sont touchés différemment. Particulièrement durement affectée est l'industrie technologique suisse, dont les exportations vers les États-Unis ont enregistré une baisse de 14,2 % au troisième trimestre. Parallèlement, d'autres marchés montrant aussi des signes de faiblesse. Les exportations vers la Chine ont reculé de 15,5 % depuis le début de l'année. La stagnation économique en Chine entraîne une moindre demande d'investissements dans de nouvelles machines et installations, au détriment de l'industrie exportatrice suisse. On peut dire en général : si les droits de douane disparaissent bientôt, les dommages seront limités. À chaque mois où ils demeurent, le dommage s'alourdit.

La récente réduction des droits de douane américains à 15 pour cent constitue donc une lueur d'espoir. La Suisse bénéficie ainsi du même niveau de piquets que les États de l'UE/EEE, ce qui élimine un avantage concurrentiel majeur pour la Suisse. Néanmoins, l'incertitude concernant la politique douanière américaine future persiste et complique toujours la planification des entreprises. Il est donc d'autant plus important pour la Suisse de mettre en œuvre une stratégie de diversification de nos relations commerciales, avec la réduction des obstacles commerciaux et la conclusion de nouveaux accords de libre-échange. Une mise en vigueur rapide des accords avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), la Thaïlande et la Malaisie, ainsi que la conclusion des négociations avec le Vietnam et la Chine, sont centrales.

Bilatérales III apportent stabilité et sécurité

En période d'incertitude, avec une éventuelle guerre commerciale entre grandes puissances, une guerre aux portes de l'Europe, des tensions géopolitiques croissantes et un multilatéralisme en déclin, des relations contractuelles stables et fonctionnelles avec notre partenaire commercial le plus important, l'UE, sont absolument indispensables pour la prospérité et la sécurité de la Suisse. Les accords bilatéraux ont apporté prospérité et sécurité à la Suisse au

cours des dernières décennies. Ils se sont avérés être une solution sur mesure pour notre pays. Avec les Bilatérales III, la Suisse a l'opportunité de sécuriser et de poursuivre son chemin propre. La voie suisse demeure un gage de prospérité et d'autonomie, tout en renforçant simultanément la sécurité d'approvisionnement et la capacité d'innovation. Il faut saisir cette opportunité. Les Bilatérales III offrent non seulement des avantages économiques par la réduction des obstacles commerciaux et l'amélioration de la sécurité juridique, mais permettent également une coopération renforcée en recherche et développement ainsi que dans l'approvisionnement énergétique. Face aux incertitudes géopolitiques et commerciales croissantes, elles constituent donc une nécessité stratégique.

Il faut un paquet de mesures pour renforcer le lieu économique

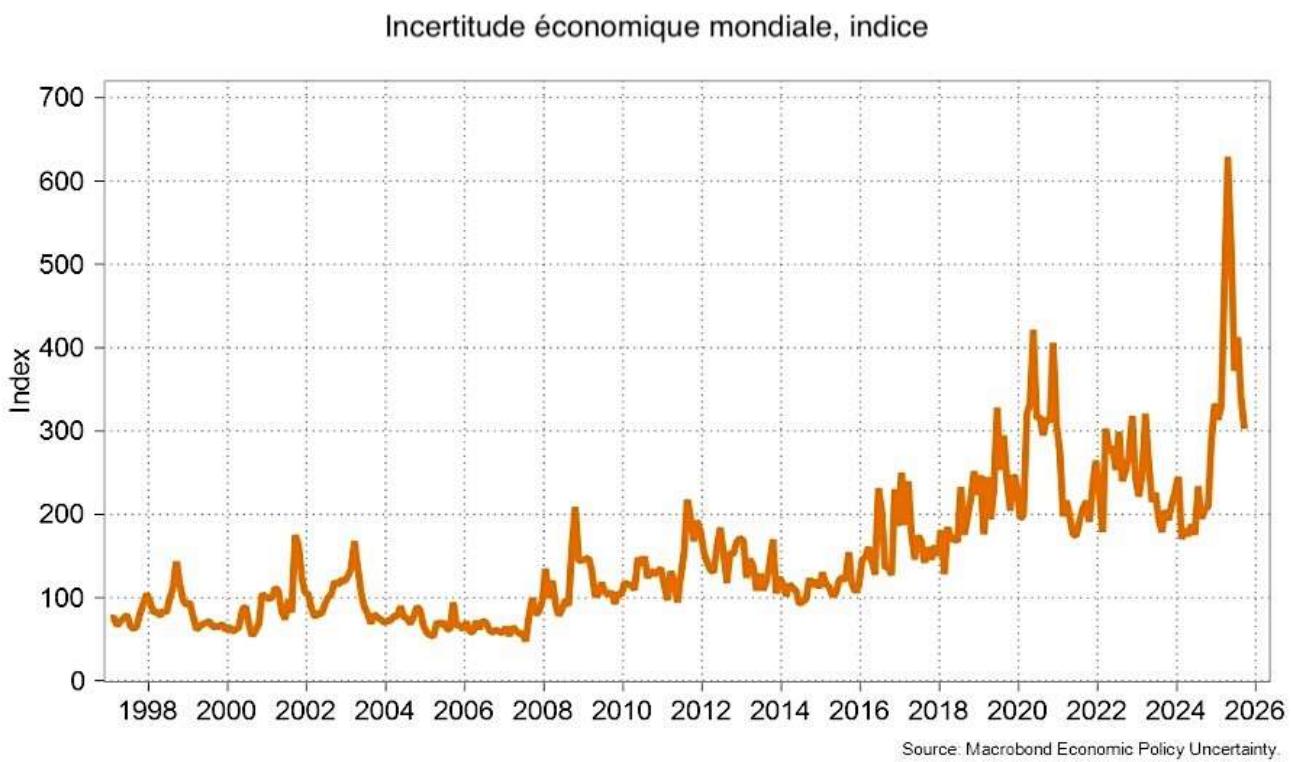
Outre les défis mondiaux, les entreprises suisses sont également confrontées à une bureaucratie croissante et à une complexité réglementaire. Ces facteurs affectent la qualité du site et compliquent davantage l'action des entreprises. Surtout en périodes d'instabilité, il est crucial de concevoir des conditions-cadres flexibles, favorables à l'innovation et compétitives. La situation actuelle doit donc être un appel au réveil pour les décideurs politiques. L'économie suisse ne doit pas être entravée et lourde à cause de lois et d'ordonnances. Il faut également réduire rapidement et de manière significative la charge des coûts pour les entreprises et les salariés. Il est nécessaire de réduire délibérément la bureaucratie inutile et de limiter les nouveaux projets de réglementation. Un moratoire réglementaire ainsi qu'un examen des mesures d'allègement appropriées sont essentiels pour renforcer rapidement la compétitivité et assurer l'attractivité de notre site. Une nouvelle étude de BSS Volks-

wirtschaftliche Beratung AG (BSS) et de l'ifo Institut montre que plusieurs sites européens concurrents affichent désormais des réglementations plus efficaces que la Suisse dans des domaines clés. La Suède, par exemple, est nettement en avance sur la Suisse en matière de faible bureaucratie. Ce pays nordique bénéficie d'administrations plus efficaces et se situe dans certains domaines à l'avant-garde de la numérisation des démarches administratives. Les entreprises suédoises sont ainsi moins confrontées à des charges administratives et peuvent recourir plus fréquemment à des démarches étatiques entièrement digitalisées. La comparaison montre qu'en Suisse, les coûts bureaucratiques pourraient être évités à hauteur de plus de 30 milliards de francs par an si les administrations rendent leurs processus plus efficaces et plus numériques.

En revanche, une politique industrielle active, c'est-à-dire un soutien étatique direct à des entreprises individuelles, devrait continuer d'être évitée en Suisse. La sécurité juridique élevée et la stabilité du site restent des facteurs clés de succès qu'il faut préserver.

Sûreté du site économique suisse

Nous vivons dans une situation géopolitique exceptionnellement difficile. En tant que pays exportateur ouvert au cœur de l'Europe, des marchés ouverts avec des accords de libre-échange dans le monde et les meilleures relations avec notre partenaire commercial le plus important sont centrales. Les expériences en des temps géopolitiquement incertains sont, en revanche, simplement dangereuses. Dans des périodes orageuses, il faut garder son calme, agir avec prudence et s'engager collectivement pour l'avenir de notre site économique.



La formation et la recherche, notre véritable capital

Dr. Simon Ittig

Avons-nous soudainement trouvé du pétrole dans le plateau ? Ou des mines d'or dans la vallée de Conches ? Certainement pas. Et pourtant, on dirait que nous avons découvert une nouvelle source de richesse – c'est la seule explication possible à la volonté de réduire le financement de la recherche en Suisse. Or, une chose est claire : comme nous ne possédons pas de ressources naturelles, la formation et la recherche constituent notre véritable capital. Réduire les dépenses dans ce domaine, c'est mettre en péril les fondements de notre prospérité.

Les faits concernant le plan d'économies de la Confédération

Le « paquet d'allégements 27 » de la Confédération prévoit des économies de 10 % dans la recherche fondamentale, tant au Fonds national suisse (FNS) que dans la promotion de l'innovation par la Confédération (Innosuisse). Les projets sans partenaire de mise en œuvre sont particulièrement touchés, c'est-à-dire précisément ceux qui en sont à leurs débuts et qui n'ont pas encore d'investisseur.

Pourquoi est-ce dangereux ? Parce que ces premiers financements sont décisifs. Ils donnent aux idées nouvelles et jeunes le temps de mûrir. Sans eux, beaucoup de projets s'arrêtent avant même d'avoir commencé, non pas parce que l'idée est mauvaise, mais simplement parce que les fondateurs n'ont pas assez d'argent pour le mois suivant. Les économies prévues de 10 % créent une brèche dans la voie de l'innovation et, à mon avis, rendent le chemin impraticable.

Mon histoire montre ce qui est en jeu

J'ai fait de la recherche au Biozentrum de Bâle et j'ai commencé il y a plus de dix ans à utiliser un système bactérien à aiguilles comme outil. Imaginez un minuscule canon qui injecte des substances actives directement dans les cellules humaines. De cette idée est né le désir de développer des médicaments contre le cancer utilisant cette technologie. Les premières années ont été difficiles. Nous avons survécu grâce aux subventions de la Confédération, de l'Université de Bâle et de fondations telles que la Recherche suisse contre le cancer, la Fondation Gebert Rüf et la Ligue contre le cancer des deux Bâle. Grâce à ce soutien et à beaucoup d'engagement personnel, nous avons fondé T3 Pharma. En 2023, nous avons rejoint la société pharmaceutique Boehringer Ingelheim, une entreprise familiale allemande de longue tradition qui investit massivement dans l'innovation. Cela nous permet aujourd'hui de travailler avec encore plus de collègues à Allschwil pour concrétiser notre vision.

Sans ces subventions initiales, cela n'aurait jamais été possible. Les programmes de remplacement tels que FNS-Bridge ne sont pas équivalents, ni en termes de volume ni en termes de profil. Et contrairement à l'ETH, l'université de Bâle ne dispose pas de son propre instrument de financement solide pour de tels projets. Le site de recherche de Bâle serait donc d'autant plus touché par ces coupes budgétaires.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Si nous réduisons nos dépenses maintenant, sans avoir trouvé de pétrole ou d'or, nous risquons de compromettre notre avenir en tant que site d'innovation. En tant que « moteur », celui-ci contribue de manière significative à maintenir notre performance économique à l'avenir et nous permet ainsi de réaliser des investissements tournés vers l'avenir dans d'autres domaines, par exemple dans la protection du climat ou dans le développement des infrastructures de transport. Les coupes budgétaires dans le domaine de la recherche et de l'innovation nous nuisent donc doublement !

J'espère que le Parlement prendra des mesures correctives. Allez-vous rencontrer des personnalités politiques prochainement ? Ou cette question fait-elle l'objet de discussions animées dans votre cercle d'amis ? Alors utilisez ces arguments. Contribuez à faire en sorte que la Suisse – et en particulier notre région – reste un lieu où les idées ne meurent pas, mais sont mises en œuvre. Pour cela, il faut des décideurs politiques qui soient conscients de nos atouts et les encouragent, ainsi qu'une population qui soutienne ces décisions.



Dr. Simon Ittig
CEO and Co-founder at T3 Pharmaceuticals AG

Assurer l'avenir grâce à l'innovation et à la mise en réseau



Dr. Lutz Hegemann

La Suisse fait aujourd'hui partie des pays les plus innovants et les plus compétitifs au monde. Elle occupe régulièrement les premières places dans des indices pertinents tels que le Global Innovation Index, l'European Innovation Scoreboard ou l'IMD World Competitiveness Ranking.

Mais les développements récents ont montré que ces succès ne vont pas de soi. Ce n'est pas seulement depuis la pandémie de coronavirus que le pays est pris dans le tourbillon d'une évolution mondiale

erratique qui menace de bouleverser les valeurs fondamentales suisses telles que la stabilité, la prévisibilité et la sécurité juridique internationale.

Ces évolutions constituent un défi tant pour la politique que pour l'économie. Qu'il s'agisse du débat sur la neutralité politique, des bouleversements dans le système bancaire et financier ou du développement de l'industrie et des exportations, les anciens garants de la stabilité, de la croissance et de la prospérité sont sous pression.

Il est peu probable que la situation se calme dans un avenir proche. La situation géopolitique critique et, par conséquent, la situation économique devraient rester volatiles et exiger de tous les acteurs une grande capacité d'adaptation et le développement de nouvelles approches commerciales.

Si les défis actuels sont nouveaux, inhabituels et parfois douloureux, la Suisse dispose à la fois des instruments et de la volonté nécessaires pour surmonter les crises actuelles. La capacité d'innovation et la volonté de renforcer les réseaux internationaux joueront un rôle décisif à cet égard.

Cela vaut tout particulièrement pour l'industrie pharmaceutique qui, grâce à son orientation vers les innovations médicales et son orientation commerciale internationale, est devenue au cours des trois dernières décennies le principal moteur de croissance de l'économie suisse, détrônant le secteur chimique qui occupait auparavant une place prépondérante.

Rien que dans le nord-ouest de la Suisse, plus de 700 entreprises ainsi que des instituts universitaires et privés sont aujourd'hui actifs dans le domaine des sciences de la vie, aux côtés de Roche et Novartis. Ils créent des emplois, attirent des talents étrangers et des investissements et assurent une dynamique économique saine. Il convient de veiller à ce cercle vertueux.

L'une des tâches de cette industrie consiste à être constamment prête à développer des innovations présentant un intérêt élevé

pour les patients et générant une valeur ajoutée économique et sociale.

À elle seule, Novartis investit chaque année plus de 8 milliards de francs dans la recherche et le développement à l'échelle mondiale. Environ la moitié de cette somme est investie en Suisse, où nous employons plus de 10 000 collaborateurs qui veillent à ce que des centaines de milliers de patients dans le monde aient accès chaque année à des médicaments vitaux.

Pour pouvoir continuer à le faire, les entreprises telles que Novartis ont besoin de conditions qui leur permettent de consolider leur compétitivité. Il est essentiel d'entretenir des relations stables avec des marchés importants tels que les États-Unis et l'Europe, qui sont également des pôles de recherche majeurs pour notre industrie.

Outre l'accès à une main-d'œuvre qualifiée, une base juridique solide pour la protection de la propriété intellectuelle et la promotion continue du système éducatif suisse, d'autres mesures sont nécessaires pour renforcer la viabilité future du site industriel.

Cela inclut un positionnement stratégique de l'industrie pharmaceutique et des sciences de la vie, comme c'est déjà le cas dans des pays tels que l'Allemagne, le Danemark ou le Royaume-Uni. Une telle stratégie est importante pour donner aux entreprises nationales la sécurité nécessaire leur permettant de planifier à long terme.

Cela revêt une importance capitale pour l'industrie pharmaceutique, qui se caractérise par de longs cycles d'investissement. Bien que la Suisse reste l'un des pays les plus innovants et les plus compétitifs au monde, l'écart avec ses concurrents s'est réduit ces dernières années. Le Danemark est désormais à égalité avec la Suisse, tandis que la Suède et le Royaume-Uni ont considérablement réduit l'écart.

Dans ce contexte, comme l'écrit également l'institut de recherche BAK Economics dans sa dernière étude, la Suisse devrait intensifier ses efforts pour améliorer les conditions générales et les réglementations sectorielles spécifiques, et formuler une stratégie en matière de sciences de la vie afin de renforcer le secteur à long terme.

Je suis convaincu que la Suisse est non seulement capable de formuler une stratégie claire, mais qu'elle a également la volonté politique de se positionner à long terme comme un pôle internationalement compétitif, qui n'a rien à envier aux autres centres de recherche aux États-Unis, en Europe ou en Asie.

La capacité de la Suisse à trouver des compromis, l'appréciation de l'innovation médicale par la population et la prise de conscience de l'importance cruciale de la mise en réseau internationale me font penser qu'il sera possible de trouver des solutions qui, comme par le passé, garantiront la compétitivité à long terme et de manière durable.

Les récentes avancées dans le domaine de la recherche médicale, mais aussi les efforts déployés par le Conseil fédéral et les décideurs politiques pour faire avancer les négociations avec nos principaux partenaires, montrent déjà aujourd'hui que les jalons d'un avenir prospère sont posés et que nous devons poursuivre résolument dans cette voie.

La sécurité : un pilier fondamental de notre société



Conseillère d'Etat Dr.
Stephanie Eymann

Conseillère d'Etat Dr. Stephanie Eymann
Département de la justice et de la
sécurité du canton de Bâle-Ville

à quantifier. Il reste un événement qui a laissé d'excellents souvenirs à toutes les personnes impliquées.

Pour les policières et policiers de la Police cantonale de Bâle-Ville, l'ESC a été un nouveau grand événement dont ils ont dû assurer la sécurité. Pour un corps de police confronté à un manque d'effectifs, la situation représentait un grand défi et une charge supplémentaire. Il ne s'agissait pas seulement de gérer la semaine de l'ESC à la mi-mai, mais également de préparer l'événement en amont. Le vaste dispositif d'intervention devait être planifié avec soin, et les moyens nécessaires demandés et garantis en temps utile.

Des exigences élevées

L'ESC illustre parfaitement les exigences et les défis auxquels les responsables de la sécurité sont aujourd'hui confrontés. De tels grands événements attirent beaucoup d'attention – une attention recherchée aussi par des personnes qui ne s'intéressent ni à la musique ni au sport. Les dispositifs de sécurité doivent donc en tenir compte. La conscience que la sécurité n'est pas une évidence est redevenue plus présente, même dans notre société protégée. La situation mondiale, marquée par de nombreux foyers de conflit, a provoqué une grande insécurité.

Que la politique mondiale ait des répercussions jusqu'au niveau cantonal n'est pas un phénomène nouveau. Les manifestations en faveur des populations de Gaza ou des Kurdes ont compté parmi les motifs les plus fréquents de rassemblements l'an passé. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est que la population souffre d'un sentiment général d'insécurité, qui n'a plus grand-chose à voir avec des réalités locales. À la crainte des criminels et des délinquants s'ajoute désormais la peur des conflits armés. Ce qui paraissait insignifiant il y a encore quelques années est devenu plus visible dans la conscience collective.

Cette insécurité contribue également au fait qu'une partie de la population se détourne et cherche refuge dans des positions extrémistes. Ceux qui réduisent notre ordre complexe à un schéma simpliste en noir et blanc peuvent compter sur l'afflux de personnes qui dissimulent leur sentiment de débordement derrière une prise de parti enthousiaste pour des solutions prétendument simples.

Garder une ligne claire

Comment assurer à la fois la sécurité et le sentiment de sécurité dans un monde rempli d'incertitudes ? À mes yeux, il est indispensable d'accorder à nouveau plus d'attention à cet aspect. Nous avons vécu des décennies relativement calmes et nous nous sommes habitués à une certaine tranquillité. Ceux qui mettaient alors en garde contre des dangers étaient souvent tournés en dérision. Qui veut se préparer à un scénario de crise lorsque, à première vue, rien ne laisse présager un tel événement ?

Aujourd'hui, la situation est complètement différente. L'évaluation actuelle de la situation fait que les responsables de la sécurité sont à nouveau davantage écoutés. Pour la police, mais aussi pour d'autres organisations comme l'armée ou les services de secours, il est toujours primordial d'agir avec sang-froid lorsque d'autres ne le font pas. Que la société traverse des phases de fluctuation fait partie de sa nature. Il est d'autant plus important que les responsables de la sécurité suivent une ligne claire, défendent leur position de manière professionnelle et gardent leur cap, même lorsque le vent tourne.

Soutien mutuel

En mai, nous avons pu organiser chez nous un magnifique ESC – un événement très réussi, mais fortement chargé politiquement. La police a très bien géré cette manifestation. Une fois de plus, il est apparu que la sécurité est une tâche collective : la Police cantonale de Bâle-Ville a dirigé l'intervention conjointement avec la Police de Bâle-Campagne et a pu compter sur un soutien précieux provenant de presque tous les corps de police de Suisse. Entre les polices suisses, une règle demeure : lorsqu'un corps a besoin d'aide, nous nous soutenons mutuellement.

L'ESC symbolise aussi ce que représente la sécurité pour notre société. Elle est la base d'une fête réussie, à laquelle la population participe avec joie. Elle crée les conditions permettant à l'économie locale de compter sur de nombreux visiteurs satisfaits. Elle assure les fondements nécessaires à la confiance et au plaisir. En bref : la sécurité apporte la stabilité et constitue un pilier fondamental de notre société.



Kantonspolizei
Basel-Stadt

Dans un monde en mutation, Bâle doit renforcer ses capitaux

Malgré les défis mondiaux, notre région dispose de tous les « capitaux » nécessaires pour préserver et développer sa prospérité : un capital humain, social, naturel et financier particulièrement riche. Si nous continuons à renforcer ces fondations, l'avenir de Bâle sera aussi prometteur qu'il l'a toujours été. Y compris, et peut-être même surtout, dans un monde en pleine mutation.



André Hoffmann

Quelle devrait être la réponse de Bâle face à un monde en tumulte ?

À l'approche de 2026, nous avons parfois le sentiment de revenir à un monde digne du XIX^e siècle et pas sous son meilleur jour : les grandes puissances redessinent seules la carte géopolitique et géoéconomique, tandis que des dirigeants « Grands Hommes » remplacent, dans de nombreuses régions du monde,

les modes de gouvernance fondés sur le consensus.

Il est légitime de craindre que ces évolutions menacent le modèle de réussite de Bâle. Depuis au moins la fin du XIX^e siècle, Bâle a prospéré lorsque le monde s'ouvrait au commerce, et elle a souffert lorsque les grandes nations se repliaient sur elles-mêmes ou entraient en guerre. La libéralisation et la démocratisation à l'étranger ont favorisé la prospérité de Bâle ; l'inverse est tout aussi vrai.

Pourtant, la prospérité de notre région ne dépend pas uniquement de ce qui se passe ailleurs. Bâle a souvent fait preuve d'une résilience étonnante dans des périodes de turbulences politiques hors de ses frontières. Lors des vagues de persécution politique ou religieuse en Europe, par exemple, Bâle a accueilli des talents venus d'ailleurs, qui ont apporté avec eux leur expertise et leurs réseaux. À long terme, cela s'est révélé être un formidable moteur de développement pour la région.

Plus largement, je suis convaincu que la prospérité d'une région est le résultat de l'ensemble des capitaux, au pluriel, qu'elle a su construire au fil du temps. Ces capitaux agissent comme un accélérateur de croissance lorsque le contexte mondial est porteur, et comme un amortisseur lorsque l'environnement externe se dégrade. Ces capitaux sont le capital humain, social, naturel et financier, et Bâle possède une réserve conséquente de chacun d'eux.

Nos écoles, universités et centres de recherche alimentent en permanence notre capital humain. La stabilité politique de Bâle (et de la Suisse) reflète la solidité de nos fondations en capital social. Quant au Rhin, il nous relie aux autres régions de Suisse, d'Allemagne et de France, et constitue à ce titre une part importante de notre capital naturel.

Nous tenons souvent ces capitaux pour acquis, car beaucoup d'entre eux précèdent largement notre propre existence dans la région. Ils

font partie intégrante du tissu de cette région depuis des siècles. Mais, en tant que gardien, à la fois fier et humble, de l'un des plus grands employeurs de Bâle, j'ai appris combien il est important de contribuer positivement à ces capitaux, plutôt que de les exploiter. Il y a eu des moments dans notre histoire du XX^e siècle où nous avons considéré le Rhin et les services rendus par son écosystème comme acquis. Roche faisait partie des nombreuses entreprises qui ont contribué à la pollution de la vallée du Rhin, entraînant sa dégradation, notamment en utilisant la « Kesslergrube » de Grenzach comme site de dépôt de déchets.

C'était un cas classique d'exploitation : à court terme, nous en tirions profit mais à long terme, c'est toute la région qui en souffrait. Au cours des dernières décennies, Roche a pris conscience des conséquences négatives de ces pratiques historiques sur l'environnement et a décidé de réparer les dommages causés. Cela a nécessité un investissement financier considérable de plusieurs centaines de millions de francs.

Le résultat, cependant, a été une nette amélioration de la santé à long terme de l'environnement naturel dans et autour du Rhin. Ce qui était autrefois un site de déchets nocif redevient aujourd'hui un écosystème naturel en cours de régénération.

La décision de Roche de construire son nouveau siège au cœur de la ville de Bâle illustre également cet engagement envers nos capitaux. Le fait de rassembler nos équipes physiquement, favorise incontestablement le développement du capital humain et social. Les nouvelles tours de Roche fonctionnent ainsi comme une ruche, vibrant d'activité et d'échanges de connaissances. Ce sont par ailleurs parmi les bâtiments les plus durables de Suisse, tant en termes d'émissions carbone que d'empreinte écologique globale.

Bien sûr, ces décisions ne suffisent pas, à elles seules, à garantir la prospérité continue d'une région qui, par nature, dépend du monde qui l'entoure. Roche, tout comme Bâle, a durement souffert des crises géopolitiques et économiques du XX^e siècle. Lorsque l'Empire russe s'est effondré durant la Première Guerre mondiale, par exemple, Roche a perdu son plus grand marché. Et lorsque l'Allemagne a déclenché une guerre dévastatrice dans les années 1940, Roche a été presque totalement coupée de ses sites de production et de ses marchés d'exportation.

Mais une chose est certaine : la meilleure stratégie en période de troubles, et en réalité à toute époque, consiste à protéger et renforcer ses capitaux. Pour Bâle, ces capitaux ont toujours été, et demeurent, ses investissements dans les personnes, l'éducation, la culture, les infrastructures, la connectivité, et l'environnement naturel. Quels que soient les bouleversements du monde, ces investissements constituent une base solide pour une prospérité plus durable et plus inclusive pour tous. Continuons à les préserver, à les renforcer, collectivement et pour le bénéfice de chacun.

Nous devrions tous œuvrer davantage pour la communauté, celle de Bâle, et pas uniquement pour notre entreprise.

Grands événements et forums : importants pour l'économie et la société !

Le Basel Economic Forum (BEF) organisé par metrobasel s'est penché sur l'importance des grands événements pour la création de valeur économique et la cohésion sociale dans la région de Bâle.

metrobasel

Au cours du premier semestre 2025, la ville de Bâle et sa région ont connu une situation exceptionnelle. En l'espace de quelques mois, de nombreux événements majeurs et de renommée internationale ont eu lieu, notamment le Concours Eurovision de la chanson, ART Basel et l'Euro de football féminin 2025. Ceux-ci ont généré une valeur ajoutée supplémentaire, créé des emplois et favorisé la cohésion sociale. En cette période de polarisation et de tensions mondiales importantes, cela est très important tant pour l'économie que pour la société. Dans le même temps, ces événements entraînent également un stress supplémentaire lié à la densité de population. Étant donné que des fonds publics ont été utilisés pour l'organisation de ces grands événements et pour les

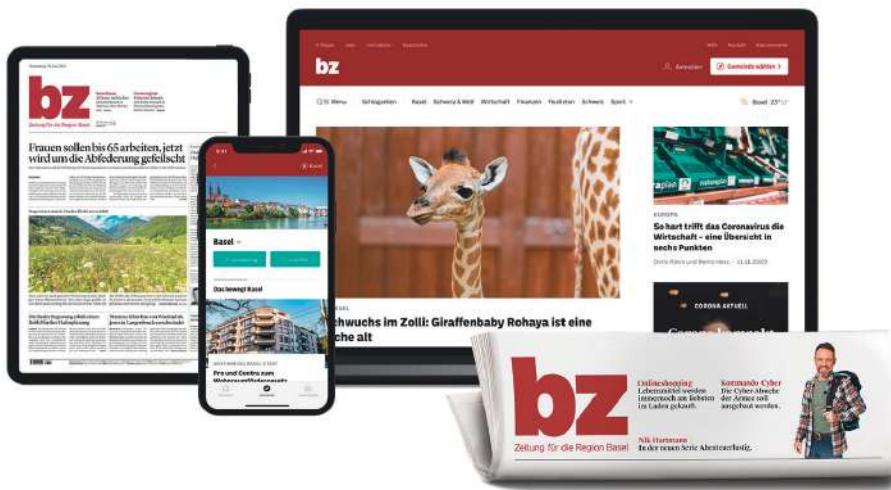
infrastructures nécessaires à cet effet, la question se pose de savoir dans quelle mesure cela est judicieux ou si les ressources nécessaires à cet effet ne pourraient pas être mieux utilisées à d'autres fins.

Le BEF du 3 avril 2025, qui s'est tenu sur le campus Novartis, a d'abord abordé le sujet sous différents angles : lors de la première session en petits groupes, **Letizia Elia**, directrice de Basel Tourismus, et Roman Imgrüth, PDG de Exhibitions & Events MCH, ont évoqué les infrastructures nécessaires à la réussite des grands événements. **Jo Vergeat**, conseillère nationale au Grand Conseil de Bâle-Ville, s'est exprimée lors de la deuxième session en petits groupes sur la durabilité et la cohésion sociale des grands événements. Dans le troisième groupe, dirigé par **Sonja Kuhn**, présidente de la

SSR Région Bâle, et le Prof. Dr. **Regula Rapp**, rectrice de la Barenboim-Said Akademie à Berlin, l'importance de la culture et de la cohésion sociale en temps de crise a été mise en évidence et discutée.

Nicola Yuste, responsable des affaires publiques suisses chez Novartis, et **Regula Ruettz**, directrice de metrobasel, ont accueilli la centaine de participants au début de la table ronde qui a suivi dans l'auditorium de Novartis. **Nicola Yuste** a évoqué l'engagement de Novartis en tant que partenaire officiel de l'ESC et expliqué pourquoi cela était judicieux pour l'entreprise. **Regula Ruettz** a brièvement abordé le sujet et a remercié Novartis et les sponsors pour leur soutien au BEF 2025.

Après l'exposé introductif de **Letizia Elia**, le Dr. **Stephanie Eymann**, conseillère



Wirtschaft bewegt Basel: Aktuelle News, spannende Einblicke und regionale Erfolge – jetzt in der bz - Zeitung für die Region Basel.



d'État de Bâle-Ville, **Roman Imgrüth**, Dr. iur. **Bernhard Heusler**, président d'honneur du FC Bâle / associé de HWH AG, le Prof. Dr. **Regula Rapp**, **Nelly Riggenbach**, directrice Brand Experience chez Novartis, et **Jo Vergeat** ont discuté du sujet sous différents angles. Ils ont notamment approfondi la question de l'importance des grands événements et des forums pour l'économie et la société.

Bâle – une tradition séculaire de grands événements

Pour **Letizia Elia**, Bâle possède une tradition séculaire de grands événements grâce au carnaval. 40 % des nuitées sont liées à des manifestations. La pandémie de Covid a certes favorisé l'émergence de formats numériques qui font concurrence aux événements physiques. Mais les Jeux olympiques d'été de 2024 à Paris ont montré que les grands événements continuent d'exercer un fort pouvoir d'attraction et de susciter l'enthousiasme. Il ne faut toutefois pas négliger certains facteurs critiques tels que les questions de sécurité, les émissions nocives ou la densité de population.

ESC – une « opportunité unique »

Les participants à la table ronde ont débattu des questions suivantes : voulons-nous être une ville ouverte ? Les grands événements sont-ils des programmes de relance économique ? Quel est leur impact sur la société ? Les fonds publics investis pourraient-ils être utilisés à d'autres fins ? La question de la sécurité a également occupé une place importante.

Tout le monde s'est accordé à dire que Bâle devait saisir l'opportunité d'accueillir le Concours Eurovision de la chanson. Il s'agit d'une « opportunité unique », comme l'a exprimé **Roman Imgrüth**. Tous se sont également félicités que le canton de Bâle-Ville soit désormais légitimé, grâce au référendum clairement remporté, à investir 37 millions de francs dans l'organisation du Concours Eurovision de la chanson.

Roman Imgrüth a souligné que le groupe MCH, avec ses différents événements, créait également une valeur ajoutée pour le commerce local. Cela ne doit toutefois pas conduire à des excès, par exemple au niveau des prix des hôtels, même si ceux-ci respectent pour la plupart les accords conclus.

De nombreux événements culturels de moindre envergure façonnent l'image de Bâle

Pour **Jo Vergeat**, les aspects économiques ne doivent pas être le seul moteur des grands événements à Bâle. Ces événements doivent correspondre aux valeurs de la ville. **Regula Rapp** a évoqué la large gamme de manifestations culturelles annuelles de moindre envergure qui façonnent l'image de Bâle. Elle a mentionné à cet égard les musées traditionnels et les événements culturels qui confèrent à la ville un profil fort et sont importants pour la société. En effet, ils permettent de vivre des expériences communes et d'en tirer des bénéfices individuels. Toutefois, si les événements culturels ne servaient qu'à divertir, c'est-à-dire à distraire, ce serait « tout simplement idiot », mais s'ils contribuent à créer des liens et à susciter un enthousiasme commun, et qu'ils rapprochent ainsi les gens, ils constituent alors des investissements judicieux.

Divertissement ou durabilité ?

Bernhard Heusler a fait remarquer que les grands événements ne sont en aucun cas durables s'ils ne servent qu'à divertir. Même si cela peut être considéré comme positif dans la période difficile que nous traversons actuellement, l'ESC n'est en aucun cas durable. Cela conduit à un grand écart entre l'enthousiasme d'un côté et le rejet de l'autre. Il en va autrement pour l'Euro féminin. Il ne s'agit pas ici de faire la fête, mais de savoir combien de personnes viendront assister au premier match de championnat féminin du FC Bâle après l'Euro et comment le football féminin en Suisse pourrait ainsi gagner en importance, y compris auprès des jeunes.

Novartis utilise le sponsoring de l'ESC pour l'image de marque de l'employeur

Pour **Nelly Riggenbach**, le sponsoring de l'ESC correspond bien à la mission de Novartis. Elle y voit trois niveaux d'engagement : l'attachement au site de Bâle, l'image de marque de l'employeur et la cohérence avec l'orientation santé de Novartis. L'ESC doit devenir un événement pour les employés. Aujourd'hui déjà, cet événement est un sujet important sur le campus. De nombreux expatriés s'intéressent à l'ESC, car cet événement est chargé d'émotion.

Sécurité – exigeante et stimulante

Stephanie Eymann a repris le thème de « l'événement pour les collaborateurs » abordé par **Nelly Riggenbach** et a déclaré en plaisantant que l'ESC était également un événement pour les collaborateurs de son département de sécurité, mais avec d'autres implications. Ceux-ci sont très sollicités pendant la préparation et le déroulement de l'événement. Le thème de la « sécurité » est omniprésent en raison de la situation géopolitique. La police est certes au premier plan, mais les services médicaux et les pompiers assument également des tâches importantes.



Les participants à la table ronde ont convenu que des « bangs » comme l'ESC étaient les bienvenus de temps en temps pour renforcer l'image de marque de Bâle, mais que le bruit de fond généré par les nombreux événements culturels de moindre envergure était tout aussi important pour l'image de la ville.

Tourisme et développement à Bâle 2025 – Une année qui a animé la ville



Letizia Elia

Letizia Elia, CEO Basel Tourisme

tion accueillante, calme et chaleureuse.

Bâle a tenu ses promesses – visible, palpable, ensemble

Pendant huit jours, 540 000 visiteurs sont venus à Bâle pour l'ESC. L'ambiance était joyeuse, sans jamais être tendue. Résultat direct d'une préparation intensive et d'une grande hospitalité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 95 % des visiteurs externes recommandent Bâle
 - 85 % souhaitent revenir
 - 76 % estiment que l'image internationale de Bâle s'est renforcée
- ESC et l'Euro de football féminin – deux événements, une nouvelle identité

ESC et l'Euro de football féminin : deux événements, une nouvelle image

L'ESC a mis Bâle sous les feux des projecteurs mondiaux, tandis que l'Euro de football féminin a apporté une autre énergie : sportive, inclusive, intergénérationnelle. Les deux occasions ont démontré que Bâle peut accueillir des grands événements internationaux. Cette force repose sur des décennies d'expérience comme ville leader en matière de foires et de congrès. Des congrès Life Sciences majeurs aux salons d'art internationaux, la ville dispose des structures, des réseaux et du savoir-faire permettant de mener des grands événements de manière efficace, sécurisée et de haute qualité. L'élément-clé est la coopération : organisations, économie, gouvernement et administration travaillent ensemble de façon fiable et pragmatique depuis des années. C'est un facteur de réussite qui s'est une nouvelle fois confirmé en 2025.

Une fête pour la population – équitable, accessible et sûre

Pour l'acceptation des grandes manifestations, il est essentiel qu'elles soient compréhensibles et crédibles, et qu'elles offrent aussi une valeur ajoutée à la population. Pour l'ESC et l'Euro de football féminin, cela était le cas :

- Des offres de la ville hôte accessibles et simples
- La sécurité, parfaitement organisée : 96 % des visiteurs se sentent en sécurité ou très en sécurité
- L'équité a été primordiale : 82 % des hôtels et 162 restaurants se sont engagés à respecter la Charte Fairly Priced. Ainsi s'est créé

Bâle figure parmi les métropoles européennes majeures de l'art, de la culture et de l'architecture, tout en étant l'un des plus importants sites mondiaux pour les foires et congrès. Cette double identité façonne l'image de la ville. 2025 a été une année où Bâle a démontré l'efficacité de ce profil lorsqu'il rencontre des événements majeurs qui en renforcent l'éclat. Le Concours Eurovision de la chanson a transformé Bâle, pendant une semaine, en un festival international – porté par une popula-

un environnement où résidents et visiteurs se sentent bienvenus. Cette réciproque de respect a donné le caractère particulier des deux événements.

Bâle, métropole du art, de la culture et de l'architecture – une base solide Le fait que les grands événements fonctionnent à Bâle est aussi dû à l'ADN culturel de la ville

Bâle est une métropole artistique et culturelle de rang international – non seulement grâce à Art Basel, mais aussi par la densité muséale, la scène culturelle libre, l'architecture de renommée mondiale et le caractère urbain de la ville. Art Basel est le phare annuel. Elle montre comment Bâle agit lorsque art, ville, économie et public se rejoignent. L'ESC a clairement bénéficié de cette expérience tout en apportant de nouvelles impulsions sur la façon dont nous pouvons, à l'avenir, organiser des grands événements de manière plus consciente.

Durabilité – une exigence claire envers nous-mêmes

L'ESC a mis en place un cadre de durabilité global qui nous guidera à l'avenir :

- 78 % des visiteurs voyagent en transports publics ou par des moyens de déplacement doux; dans la ville, la part est de 91 %
- 59 % des plats consommés étaient végétariens ou véganes
- 61 % des pré-investissements provenaient de la région Bâle – un signe fort de valeur ajoutée locale

Ces mesures constituaient également un pas vers l'objectif de neutralité carbone de la ville d'ici 2037. Bâle a démontré que les grands événements internationaux peuvent être organisés de manière responsable et que la durabilité ne doit pas être un projet, mais une norme.

Surfréquentation touristique ? Bâle reste vigilante et garde le cap

Nous sommes conscients que la densité de population est parfois perceptible à Bâle, notamment lors d'événements tels que l'ESC, Art Basel ou le très populaire marché de Noël.

Les chiffres de l'ESC confirment ce défi ponctuel :

- 311 000 visiteurs par jour en une semaine
- La quantité de 439 g de déchets par visiteur dépasse l'objectif fixé, mais reste dans la norme pour des événements de cette ampleur

Malgré le nombre considérable de visiteurs, les transports, la sécurité et le déroulement des opérations ont fonctionné sans heurts. Cette réussite est le fruit d'efforts organisationnels considérables, allant de services de transports publics supplémentaires à des concepts de sécurité finement coordonnés, en passant par une planification minutieuse des interventions. Ce professionnalisme a été déterminant pour que l'atmosphère reste détendue et positive dans toute la ville, tant pour les visiteurs que pour la population.

Ce qui reste : un élan, une fierté et une image claire

2025 a donné à Bâle une nouvelle identité. Nous avons prouvé avec succès que nous sommes capables d'organiser des événements internationaux de manière crédible, chaleureuse et durable. Et nous avons

confirmé que Bâle, avec son mélange de puissance économique, de compétence en matière de salons, de diversité culturelle et de qualité architecturale, joue un rôle qui rayonne au-delà de la région et des frontières nationales. Si nous continuons sur cette voie, Bâle restera une ville qui impressionne et touche. Une ville que l'on visite. Et une ville où l'on revient.



Roman Imgrüth

Une année forte pour les salons – et un nouvel accent dans le domaine des technologies de la santé

L'année 2025 a été une année particulière et intense pour MCH Group : le Concours Eurovision de la chanson, des salons organisés en interne couronnés de succès tels que Ilmac, Holz et Igeho, des congrès internationaux ainsi que Art Basel à Bâle ont une fois de plus montré l'étendue du portefeuille de MCH Group et l'importance de son rôle en tant qu'organisateur de salons, de congrès et d'événements pour la région.

Une année particulière et intense touche à sa fin. Le Concours Eurovision de la chanson a attiré chaque jour des milliers de visiteurs dans

les halles et a montré l'impact que peuvent avoir les grands événements internationaux sur Bâle. L'année a été complétée par quatre salons organisés par MCH Group, qui ont servi de plateformes centrales pour leurs secteurs respectifs. Ils ont clairement montré l'importance des lieux de rencontre physiques pour l'échange, l'innovation et le développement de l'industrie, ainsi que le rôle joué par l'infrastructure des salons de MCH Group à cet égard.

Dans le même temps, l'avenir montre que le paysage événementiel continue d'évoluer et que les formats thématiques spécialisés gagnent en importance. Le health.tech global summit, qui se tiendra pour la première fois à Bâle en mars 2026, en est un exemple. Ce format s'inscrit dans le prolongement de l'importance actuelle de la région dans le domaine des sciences de la vie et transpose cette priorité au secteur événementiel. La conférence réunira des représentants de la recherche, de l'industrie, des cliniques, des start-ups et des investisseurs afin de discuter des questions liées à l'innovation dans le domaine de la santé. Andreas Nef, directeur général du Health.Tech Global Summit, formule ainsi l'objectif : « Notre but est d'accélérer les innovations, de faciliter de nouveaux partenariats et de promouvoir ensemble des solutions pionnières pour le système de santé mondial. » Le MCH Group fournit l'infrastructure et l'expertise opérationnelle nécessaires à cet effet, consolidant ainsi son rôle dans l'interaction entre l'économie, la science et la ville.

Avec l'introduction d'un tel format, Bâle continue de se positionner dans un segment en pleine croissance mondiale et qui attire de plus en plus l'attention des fournisseurs internationaux. Le site événementiel bénéficie ainsi de l'environnement scientifique et économique existant dans la région.



Eurovision Village

Résilience et protection dans un monde en pleine mutation

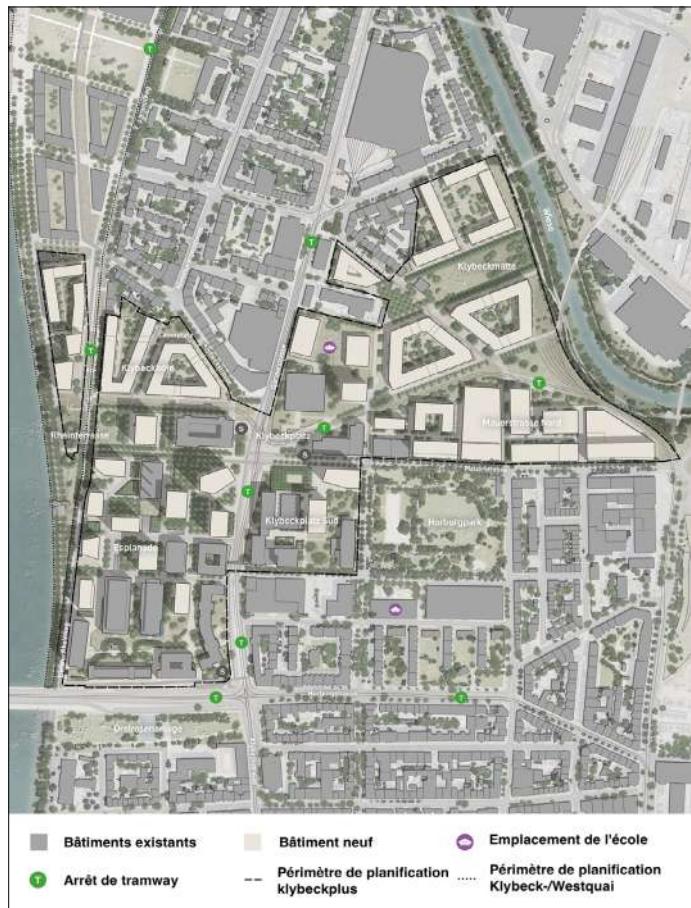
Adrian Kohler

Depuis plus de 10 ans, des acteurs privés et publics travaillent à la transformation du site industriel de Klybeck, à Bâle, en un nouveau quartier résidentiel et professionnel. Récemment, les partenaires chargés de la planification, dont Rhystadt, ont présenté leur projet concret pour ce quartier mixte et verdoyant, qui devrait voir le jour dans une vingtaine d'années. Le changement d'affectation du sol devrait avoir lieu dans trois à quatre ans, afin que la construction de nouveaux logements puisse commencer.

Quel est le rapport entre le plus grand projet de développement et de transformation de zone industrielle à Bâle et l'instabilité de la situation mondiale ? À y regarder de plus près, il est très important ! Les changements profonds dans les domaines politique, économique et social, amplifiés par le changement climatique et la pression démographique, sont plus qu'un simple bruit de fond. Ils influencent la manière dont nous planifions les bâtiments résidentiels et les parcs, déterminons l'emplacement des écoles ou concevons les lignes de tramway. Et ils ont un impact tant sur les acteurs concernés que sur l'ensemble du processus.

L'incertitude conduit à l'aversion au risque

L'incertitude déclenche généralement deux réactions typiques : soit on s'en tient de manière conservatrice à ce qui a fait ses preuves, on cherche la sécurité dans le passé et on essaie de minimiser les risques. Soit on accepte consciemment les changements et on les considère comme une opportunité.



Mehr als nur Fassade*

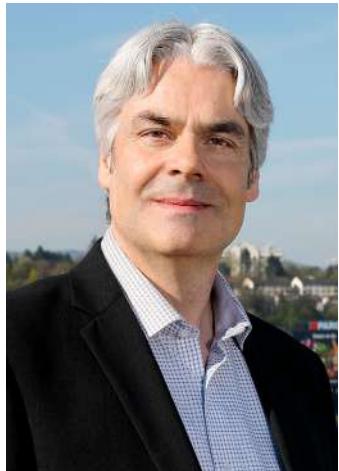
*Sanierung, Umbau, Wartung, Unterhalt, Instandstellungen, Reparaturen, Neubau, Höhenarbeiten, Sondierung, Expertise.

ph+ ist Ihr Partner für durchdachte und nachhaltige Fassadenkonzepte.



phplus.ch

Intelligence artificielle fiable : comment Bâle peut devenir le site clé



Lukas Ott

Lukas Ott
Responsable du développement
cantonal et municipal de Bâle-Ville

La dynamique de l'intelligence artificielle (IA) transforme pratiquement tous les secteurs – de la santé et l'industrie à l'administration. Les régions qui fédèrent leurs forces et les transforment en espaces d'innovation interconnectés profiteront le plus de cette transformation. La Suisse présente globalement des conditions favorables : qualité élevée de l'éducation, recherche reconnue internationalement, institutions stables et cadre réglementaire qui inspire la confiance sans bloquer l'innovation. Bâle peut exploiter cette combinaison pour devenir l'un des principaux sites IA du pays et, au-delà, marquer le tripoint frontalier.

Situation de Bâle : densité, qualité, réseau international

La Suisse et notre région disposent d'une concentration exceptionnelle de savoir et de recherche. L'Université de Bâle et la Haute école spécialisée nord ouest de la Suisse (FHNW), complétées par les partenariats avec ETH Zürich et EPFL dans le réseau ELLIS, constituent une base académique performante. Le Swiss Data Science Center et, récemment, le Data Competence Center de l'Office statistique Bâle-Ville associent l'expertise en science des données à la pratique. À cela s'ajoutent des infrastructures performantes telles que le supercalculateur CSCS « Alps » et le nouvel ordinateur quantique à uptownBasel, ouvrant l'accès aux technologies de pointe.

Ce potentiel ne peut être exploité que s'il est relié systématiquement. Bâle a démontré ces dernières années que les coopérations transfrontalières fonctionnent – dans les transports, la recherche et l'économie. Un principe similaire sera central pour le développement de l'IA : pas d'initiatives isolées, mais un écosystème qui relie données, talents et applications.

Qualité des données et gouvernance comme facteur d'emplacement

Pour la Suisse, la qualité des données est un avantage concurrentiel naturel. Elle est la base de modèles robustes et fiables et donc d'un bénéfice économique. Des projets comme le « TriRegio DataSpace » des villes de Bâle, Fribourg et Mulhouse montrent comment des infrastructures de données communes peuvent être construites avec des standards

clairs, une gouvernance traçable et un accent sur la valeur ajoutée pour l'économie et l'administration. Ils créent les conditions pour que les applications IA dans la santé, l'industrie et la mobilité ne soient pas seulement techniques possibles, mais aussi acceptées socialement.

Bâle peut jouer un rôle de pionnier en développant davantage la collaboration basée sur les données entre les secteurs et les frontières nationales. Ce qui compte, ce ne sont pas de grands promesses, mais des structures opérationnelles.

Les talents comme ressource centrale

Le développement d'un site IA compétitif dépend largement des personnes qui conçoivent, appliquent et réfléchissent de manière critique aux technologies. Bâle dispose d'un cadre universitaire solide, d'entreprises en sciences de la vie et d'une population internationale favorable pour attirer et former des talents. La région peut ainsi créer un marché du travail internationalement connectable et renforcer les entreprises locales.

Un Center of Excellence comme stratégique

Dans ce cadre, l'idée d'un Center of Excellence largement ancré pour l'IA, dans une logique de PPP (Public Private Partnership), prend actuellement de l'importance. Il ne s'agit pas d'un seul bâtiment ou d'une organisation spécifique, mais d'une orientation stratégique audessus des projets : un cadre interconnecté où la recherche, l'économie, l'administration et la société civile collaborent. Un tel centre pourrait proposer des environnements d'apprentissage et d'expérimentation ouverts, faciliter les échanges interdisciplinaires, piloter des applications et rendre le savoir accessible au public.

L'enjeu est d'abolir la fragmentation et de fixer des cadres communs pour un développement d'IA responsable et orienté impact. La forme précise de ce centre peut être décidée ultérieurement. L'important est que Bâle montre dès aujourd'hui la direction.

Perspective 2030 : innovation responsable comme profil

Bâle a la chance, d'ici 2030, de devenir un site IA leader en Suisse – non par la taille, mais par la qualité. La région peut démontrer que l'innovation responsable est un avantage compétitif : règles claires, données fiables, talents excellents, infrastructures performantes et applications qui résolvent des problèmes concrets. Ainsi se dessine un profil correspondant à la Suisse : fiable, précis et internationalement connecté.

L'IA n'a pas besoin d'être disruptive pour être efficace. Bâle peut prouver que progrès et responsabilité vont ensemble dans la même direction – et y trouve sa force.



Matura geschafft!
Und jetzt?

Ausbildung oder Studium?

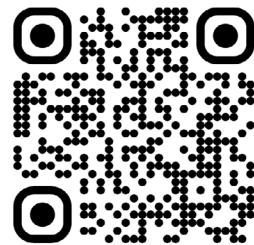
An der DHBW Lörrach verbindest du **Theorie** an einer Hochschule mit **Praxis** im Unternehmen – und verdienst von Anfang an dein eigenes Geld. Jetzt über das **duale Studium** informieren:
dhw-loerrach.de/studieren

Ihr Unternehmen möchte Fach- und Führungs-kräfte gemeinsam mit der DHBW ausbilden? Jetzt **Dualer Partner** werden:
dhw-loerrach.de/dualepartner



 
[dhw-loerrach.de
/follow-us](http://dhw-loerrach.de/follow-us)

Devenez membre vous aussi et engagez-vous ainsi en faveur du développement prospère de notre région :
www.metrobasel.org



 **Sinfonieorchester
Basel 150 Jahre**

Jetzt
Saison-Abo
und Tickets
sichern!

**Jubiläumssaison
25/26**
mit neuem Chefdirigenten **Markus Poschner**



sinfonieorchesterbasel.ch

metrobasel

Nous identifions les tendances, les moteurs et les défis qui influencent le développement réussi de la région et élaborons des recommandations d'action ciblées pour notre site économique trinational.

Thèmes : Sciences de la vie // Innovation, recherche, formation // Marché du travail // Aménagement du territoire et infrastructures // Logement et mobilité // Offre culturelle, économie créative // Énergie, environnement, durabilité // Réglementation, conditions-cadres // Sécurité juridique, stabilité // Coopération dans notre espace fonctionnel trinational

Activités : Identification des tendances et des moteurs // définition de l'agenda // ateliers, comités d'experts // enquêtes, métastudés // forums de discussion // événements avec conférences et tables rondes // échange d'idées, réseautage // information pour la formation d'opinion via des newsletters, les réseaux sociaux et le rapport metrobasel

Metrobasel mènera à nouveau divers projets l'année prochaine et participera à diverses activités autour du thème central de 2026 « L'intelligence artificielle comme avantage concurrentiel ». Nous organiserons également à nouveau divers événements publics :

1. « **Rester ou partir** » : présentation des résultats d'une vaste enquête menée auprès des diplômés de la FHNW et de la DHBW en collaboration avec metrobasel, suivie d'une table ronde :
10 février 2026, 17h00 à l'auditorium de la DHBW à Lörrach
24 mars 2026, 17h00 à la FHNW à Münchenstein, suivie dans les deux cas d'un apéritif dînatoire.

2. BEF Basel Economic Forum :

« **Applications de l'IA et utilisation des données dans le domaine de la santé** »

Quels sont les besoins en matière d'« intelligence artificielle » dans le secteur de la santé ? Et comment réussir à impliquer tous les groupes cibles dans l'utilisation des outils numériques ?

Au cours de sessions en petits groupes, les avantages, les opportunités et les défis de l'IA seront présentés et discutés, puis débattus lors de la table ronde qui suivra.

Prévu le 20 avril 2026, à partir de 16 heures chez Roche, avec pauses et apéritif dînatoire à la fin.

3. Assemblée générale de metrobasel au printemps 2026 chez T3 Pharmaceuticals AG à Allschwil

À l'issue de l'assemblée générale ordinaire, les laboratoires de la start-up pourront être visités.

4. Événement estival de metrobasel sur les « tensions géopolitiques »

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis et André Hoffmann, vice-président du conseil d'administration de Roche Holding, ont déjà confirmé leur participation à notre événement estival.

24 août 2026, 18h00 dans le hall d'accueil de l'UBS à Bâle

5. Forum économique dans le canton de Bâle-Campagne à l'automne et divers autres événements en cours de planification.



Artiste : Peter Gospodinov

www.petergos.com



Nous vous souhaitons
de joyeuses fêtes de
Noël et un début
d'année paisible.

Votre équipe
metrobasel

Découvrez l'aventure du progrès médical

Visitez l'exposition „Wonders of Medicine“
mardi–dimanche 10:00–18:00



pavillon.novartis.com

**Novartis
Pavillon**